



FISAC

Rapport d'activité

1992-2012

dgcis

direction générale de la compétitivité
de l'industrie et des services

Sommaire

Pages

Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	7
- Opérations rurales individuelles	8
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	9
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	10
- Opérations urbaines	12
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	13
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	15
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	23
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	24
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	25
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	28
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	30
Circonstances exceptionnelles	32
EPARECA	31
Les Pôles d'Innovation pour l'Artisanat et les Petites entreprises	34
Méthodologie	35

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2012

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Dénoté depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux maximum de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux maximum de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet est ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

La circulaire du 31 décembre 2010 a confié aux DIRECCTE, en lieu et place des préfetures, l'instruction locale des dossiers.

L'élargissement et l'assouplissement des possibilités d'aides effectués par la LME ont suscité une progression rapide et forte du nombre de dossiers pouvant répondre aux conditions posées par la nouvelle réglementation.

Dans le même temps, les crédits affectés au FISAC ont diminué ce qui a conduit à différer des décisions ministérielles d'attribution d'un nombre croissant de dossiers déposés.

Le cadre d'intervention du FISAC a donc dû être redéfini dans un sens plus restrictif, la priorité étant désormais donnée aux actions innovantes et non répétitives, qui ont l'impact le plus tangible sur les activités commerciales, artisanales et de services et qui reposent sur un réel partenariat et sur des financements équilibrés des différents co-financeurs.

La circulaire du 10 avril 2012 rappelle que les taux de financement mentionnés dans les textes réglementaires (soit 50 % pour les dépenses de fonctionnement et 30 % pour les dépenses d'investissement) sont des taux maxima qui ne peuvent donner lieu à une application systématique mais doivent être modulés notamment en fonction de l'incidence des différentes actions envisagées sur le tissu commercial, artisanal et de services et des contributions des différents co financeurs. Elle précise qu'une participation du FISAC aux aménagements urbains ne peut être envisagée que pour les communes de moins de 3000 habitants lorsqu'ils sont directement liés à l'activité commerciale. En outre, la circulaire identifie deux domaines prioritaires : le soutien aux commerçants non sédentaires et la création de sites Internet par les entreprises.

Enfin, **l'arrêté du 27 avril 2012** abaisse à 5 000 € hors taxes le seuil minimal de dépenses subventionnables pour les opérations portées par les entreprises non sédentaires.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

Communes de moins de 3 000 habitants

Maîtrise d'ouvrage privée

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Création d'un portail ou vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite

Maîtrise d'ouvrage publique

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès
- ◆ Création d'un portail ou vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels*
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*

CONDITIONS COMMUNES

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € (5 000 € pour les entreprises non sédentaires)
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre 2 opérations ayant le même objet

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %.

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

Communes de moins de 3 000 habitants

Maîtrise d'ouvrage publique

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etude ;
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité (communes de moins de 3 000 habitants)

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement*

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels*
- ◆ 40 % pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder 30 000 € par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 € .

OPERATIONS URBAINES

Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement*

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour la sécurisation et les aménagements pour les handicapés*

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder 30 000 € par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMUM

- ◆ 40 %

CONDITIONS

- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder à 30 000 € par entreprise

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2012 – 2011.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2012 à 42,7 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Après régulation budgétaire, redéploiements internes et abondement, les disponibilités pour 2012 ont représenté une somme de 41,8 M€ (contre 66,6 M€ en 2011). Les dotations 2011 et 2012 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (21,4 M€ en 2011 et 12,8 M€ en 2012).

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2012 par rapport à 2011 se caractérise par une diminution du nombre global de dossiers territoriaux reçus (22 %), cette situation pouvant s'expliquer par les contraintes budgétaires qui ont entraîné une baisse du montant des crédits alloués pour le financement des opérations territoriales (31,3 millions d'euros au lieu de 57,1 millions d'euros en 2011, soit une diminution de 45,2 %) et une diminution du nombre de dossiers financés (396 au lieu de 1011 en 2011, soit une diminution de 60,8 %).

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2012 marquent une dégradation, due à l'augmentation des dossiers reçus (1 218 en 2012, 1 570 en 2011, 1 366 en 2010, 1 018 en 2009) et aux contraintes budgétaires. Au 31 décembre 2012, le nombre cumulé de dossiers instruits en attente de financement et de ceux en cours d'instruction s'élevait à 1 839 (1098 dossiers en 2011, 716 en 2010, 229 en 2009, 94 en 2008).

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale, délai entre la date de réception du dossier et la date de proposition d'octroi de subvention à la signature du Ministre, est de 316 jours en 2012 (202 jours en 2011, une cinquantaine de jours sur la période 2007 -2009).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 45 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une baisse significative en 2012 après la hausse constatée en 2011 qui faisait suite à cinq années contrastées : baisse en 2010, hausse en 2009 et trois années de baisses consécutives en 2008, 2007 et 2006. Ils s'élèvent à 11,89 millions d'euros (dont 0,73 million d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 104 décisions contre 24,71 millions d'euros et 171 décisions en 2011, soit une diminution de 51,9 % en montant et de 39,2 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales font également apparaître une baisse substantielle puisqu'ils atteignent 19,1 millions d'euros contre 31,75 millions d'euros en 2011 (- 39,8 %). Le nombre des décisions est également en baisse, s'élevant à 255 contre 840 en 2011, soit une baisse de 69,6 %.

Tant pour les opérations urbaines que pour les opérations rurales, l'insuffisance des crédits budgétaires a pour conséquence le report sur l'année suivante du financement de nombreuses opérations. Ce phénomène s'est encore amplifié en 2012, conduisant à reporter en 2013 le financement d'un nombre encore plus important d'opérations instruites en 2012.

Enfin, le nombre des études préalables aux opérations collectives atteint 37 et les subventions attribuées représentent une somme de 0,39 million d'euros. 70 études avaient été financées en 2011, leur coût s'élevant à 0,67 million d'euros.

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2012 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 8,25 M€ a été réservée à cet effet en 2012 (13,5 M€ en 2011) ;
- un abondement, à hauteur de 7,84 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (8 M€ en 2011) ;
- les Pôles d'innovation de l'artisanat à hauteur de 2,8 M€ (1,6 M€ en 2011) ;
- la mise en place d'un dispositif d'aide aux entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté en novembre 2011 plusieurs départements du sud de la France. Le montant des provisions constituées pour le financement de ces aides représente une somme de 2 021 372 €.

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Aquitaine qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (4,25 M€) suivie par les régions Rhône-Alpes (3 M€) et Champagne-Ardenne (2,64 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2012 sont la Champagne-Ardenne, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. En 2011, le classement était le suivant : le Poitou-Charentes, le Limousin et la Haute-Normandie.

↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Franche-Comté, Haute-Normandie, Limousin, Alsace et Picardie qui font le moins appel au FISAC. Les régions Midi-Pyrénées, Picardie, Lorraine et Bourgogne figuraient à ce classement en 2011.

La même constatation peut être faite pour les régions d'outre-mer qui sollicitent peu le FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Ile de France, Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 2011, les régions concernées étaient Midi-Pyrénées, Ile de France et Lorraine.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : la Gironde, la Haute-Marne, les Ardennes, la Vendée et la Meurthe et Moselle. Seule la Vendée figurait dans le classement 2011. En montant par habitant, ce sont les départements de la Haute-Marne, des Hautes-Pyrénées, des Ardennes, du Gers, de la Lozère et de la Haute-Loire qui arrivent en tête.

↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont la Haute-Corse, le Territoire de Belfort, le Jura, les Hautes Alpes, le Morbihan, les Alpes de Haute-Provence et le Maine et Loire. En 2011, les départements concernés étaient le Tarn, le Gers, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Marne, les Hautes Alpes, les Ardennes et la Haute-Garonne.

* *
*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2012.

Sur la période 1992-2012, le montant des aides allouées s'élève à 1 310,16 M€ pour 15 586 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (686,91 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (623,25 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 € (20 000 € dans l'ancien dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 62,9% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 9 807 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 28,55% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 374,01 M€.

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2	26,9	31,7

En 2012, les subventions allouées représentent une somme de 19,11 M€.

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 11 462 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les années 2007-2012 :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Opérations rurales individuelles	59 774	34 283	34 475	58 229	50724	50633
Opérations collectives de modernisation	142 651	142 810	172 222	165 026	136015	146390

Rapportées à une population de 19,8 millions d'habitants vivant en 2012 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 18,89 €/habitant pour la période 1992-2012 et 0,96 €/habitant en 2012.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Depuis 1992, ces opérations représentent près de 28,22 % des décisions prises durant cette période (soit 4 399 opérations) et 37,09 % du montant total des subventions avec 485,95 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5	19,6	24,7	11,9

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2008	2009	2010	2011	2012
Opérations urbaines	140 555 €	173 334 €	144 067 €	144 479 €	114 350

Opérations urbaines FISAC 1992/2012 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	68 571 959,00	14,15	5 386 802	12,7
5 000 à 15 000	130 664 879,00	26,95	11 375 800	11,5
15 000 à 30 000	99 489 811,00	20,52	7 641 861	13
Plus de 30 000	186 096 755,00	38,38	20 140 877	9,2
Total	484 823 404	100	44 545 340	10,9

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,38 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II – 3 - Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation). Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat et l'EPARECA reçoivent une aide de l'Etat.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2009	2010	2012
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	6,38 (5)	10,5 (6)	2,02 (7)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

(7) Mise en place d'une provision de 2,02 M€ pour venir en aide aux entreprises sinistrées suite aux intempéries de novembre 2011 ayant affecté plusieurs départements du sud de la France.

* *

*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part significative a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les commerces multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 8,25 M€ ont été consacrés à ces actions en 2012.

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2012, une dotation de 7,84 M€ lui a été attribuée. Il a également alloué 2,8 M€ aux pôles d'innovation de l'artisanat.

III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

L'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS. Cette gestion est formalisée par une convention dont la dernière en date a été signée par l'Etat et le RSI le 14 février 2012.

IV – EVALUATION

La DGCIS réalise chaque année une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 93,04% et à 5 ans à 89,50%.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage. En particulier, ces résultats démontrent notamment que le FISAC impulse une démarche partenariale de projet, qu'il est un outil d'intervention souple s'adaptant à chaque cas particulier, qu'il apporte une aide indispensable au maintien des marchés non sédentaires, que le Fonds impulse des cofinancements importants dans les opérations d'aides directes contribuant à la modernisation des entreprises et que les actions structurantes financées ont un effet durable en matière d'aménagements urbains comme en matière de structuration du contexte relationnel.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
 (sur la base des plans de financement présentés à l'appui de la demande)
 Décisions du 20/03/2012 au 01/03/2013

Coût total prévu pour cette période : 236 925 139
Nombre de décisions : 396

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	51 832 722	21,88%
Etat	8 707 958	3,68%
Europe	3 671 996	1,55%
Entreprises	48 423 616	20,44%
Chambres consulaires	1 927 244	0,81%
Autres	8 536 523	3,60%
Collectivités territoriales		
Commune	66 163 452	27,93%
Département	9 879 702	4,17%
Région	13 374 154	5,64 %
EPCI	24 407 773	10,30%
Totaux	236 925 140	100,00%

PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION

Année 2012

Coût total prévu pour cette période : 236 925 139

Nombre de décisions : 396

TYPE D'OPERATION :	OPERATIONS URBAINES	Nombre de décisions	101
		Coût prévu :	106 462 177
CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE	
Fisac	25 016 498	23,50	
Etat	4 464 056	4,01	
Europe	873 550	0,78	
Entreprises	7 521 219	7,06	
Chambres consulaires	1 046 549	0,98	
Autres	2 674 198	2,51	

Collectivités territoriales

Commune	42 093 398	39,54
Département	2 862 920	2,57
Région	3 758 416	3,37
EPCI	16 151 344	15,17
Totaux	106 462 148	100,00

TYPE D'OPERATION :	ETUDES	Nombre de décisions	37
		Coût prévu :	1 065 313
CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE	
Fisac	495 014	46,47	
Europe	7 348	0,69	
Chambres consulaires	50 847	4,77	
Autres	27 115	2,55	

Collectivités territoriales

Commune	214 376	20,12
Département	54 801	5,14
Région	79 393	7,45
EPCI	136 442	12,81
Totaux	1 065 336	100,00

TYPE D'OPERATION :	OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES SEDENTAIRES	Nombre de décisions	157
		Coût prévu :	40 395 978

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	10 528 683	26,06
Etat	2 666 773	6,54
Europe	1 837 376	4,51
Entreprises	3 406 870	8,43
Autres	3 647 655	9,03

Collectivités territoriales

Commune	10 604 496	26,03
Département	2 985 006	7,33
Région	2 759 736	6,77
EPCI	1 959 384	4,81
Totaux	40 395 978	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES
NON SEDENTAIRES**

Nombre de décisions **6**
Coût prévu : **349 610**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	98 987	28,31
Entreprises	143 930	41,17
Chambres consulaires	46 693	13,35
Autres	60 000	17,16
Collectivités territoriales		
Département	0	0
Région	0	0
Totaux	349 610	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT
DANS LES COMMUNES RURALES**

Nombre de décisions **37**
Coût prévu : **23 109 700**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	4 957 147	21,45
Etat	1 577 129	6,82
Europe	339 976	1,47
Entreprises	196 576	0,85
Chambres consulaires	1 980	0,00
Autres	1 258 709	5,45
Collectivités territoriales		
Commune	9 983 870	43,20
Département	2 150 268	9,30
Région	1 811 318	7,84
EPCI	832 961	3,60
Totaux	23 109 934	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION**

Nombre de décisions **55**
Coût prévu : **60 608 459**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	9 513 371	15,70
Europe	613 746	1,01
Entreprises	36 247 015	59,80
Chambres consulaires	499 510	0,82
Autres	579 710	0,96

Collectivités territoriales

Commune	2 077 674	3,43
Département	1 826 707	3,01
Région	4 965 291	8,19
EPCI	4 285 505	7,07

Totaux	60 608 529	100,00
---------------	-------------------	---------------

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE
SENSIBLE**

Nombre de décisions **3**
Coût prévu : **4 933 604**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	1 223 022	24,79
Entreprises	908 006	18,40
Chambres consulaires	281 665	5,71
Autres	289 136	5,86

Collectivités territoriales

Commune	1 189 638	24,11
EPCI	1 042 137	21,12

Totaux	4 933 604	100,00
---------------	------------------	---------------

TOTAL GENERAL	236 925 139	100,00
----------------------	--------------------	---------------

L'évaluation des aides accordées par le FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DGCIS réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat puis les DIRECCTE ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre d'emplois créés, sur l'utilité de la subvention accordée, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise.

Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine de bénéficiaires (entreprises et collectivités) aidés par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

En moyenne, sur la période 1999-2008 (soit 9 années couvertes) :

- les opérations en faveur des bénéficiaires se répartissent comme suit : création : 38,3% ; reprise : 13,6% ; modernisation : 48,1% ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 93,04% à 3 ans et 89,50 % à 5 ans.

Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire.

L'intégration, dans l'enquête, depuis deux ans, de nouveaux éléments d'analyse portant sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises ayant bénéficié d'une aide du FISAC a été consolidée cette année et aboutit aux résultats suivants : Globalement, quel que soit le type d'action entreprise (création, reprise, modernisation), 55,5% des bénéficiaires aidés en 2006 et 52,9% des entreprises aidées en 2008 déclarent une augmentation de leur chiffre d'affaires consécutivement à l'obtention d'une subvention du FISAC, soit en moyenne, sur les deux années, plus d'une entreprise sur deux (54%). Sur les deux années considérées, il est intéressant de constater que, parmi les bénéficiaires ayant déclaré une augmentation de chiffre d'affaires, 54,8% enregistrent une augmentation de leur CA supérieure à 10% consécutivement à l'aide obtenue au titre du FISAC.

Par ailleurs, en matière de création d'emplois (hors chef d'entreprise) les déclarations des bénéficiaires recueillies cette année dans le cadre de l'enquête font apparaître les chiffres suivants : les entreprises bénéficiaires du FISAC en 2006 attestent de 199 emplois créés depuis l'obtention de l'aide et celles aidées en 2008 de 222 créations, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

Enfin, les réponses apportées par bénéficiaires du FISAC permettent d'apprécier leurs motivations principales lors de la sollicitation du Fonds. Au regard des réponses apportées, on constate que pour près de trois entreprises sur quatre, la réduction du poids financier supporté par les porteurs de projets constitue leur motivation première conduisant à la sollicitation du FISAC (74% en moyenne pour les entreprises aidées de 2005 à 2008).

Néanmoins, pour plus d'un bénéficiaire sur quatre, le rôle d'effet de levier joué par le FISAC semble déterminant dans la naissance et/ou la définition même du projet d'investissement. Ainsi, sur les années considérées, pour près de 15% des bénéficiaires, le FISAC est à l'origine du projet d'investissement et pour 11% d'entre eux, la possibilité de solliciter le fonds représente un moyen d'envisager un projet plus ambitieux que celui initialement prévu.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale (cf principaux résultats page 22).

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet pourraient à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent.

La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT (DEVECO)

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2012, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à **8 M€**, en diminution par rapport à la dotation de 2011 qui s'élevait à 11,4M€. Cette réduction a été reportée de manière uniforme sur l'ensemble des chambres régionales.

En euros	2012
CRMA et CMA	7 887 000
APCMA	113 000
<i>TOTAL réseau consulaire</i>	<i>8 000 000</i>

L'année 2012 est la troisième année de la mise place de la régionalisation du dispositif sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage.

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter **l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.**

Les chambres passent progressivement d'une logique de fonctionnement à une **logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales.**

D'après les données disponibles pour 2012, l'affectation de **la dotation totale** (hors APCMA) entre les domaines d'actions continue de **se recentrer vers deux priorités** :

- la **création, transmission et reprise d'entreprises** : 45% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du **développement durable** (environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé...) : 31% de la dotation.

Par rapport à l'année 2011, la part de subvention consacrée au domaine de la création, transmission et reprise d'entreprises reste constante et augmente pour le domaine développement durable (27 %).

Par ailleurs :

- le domaine de la promotion de l'utilisation des TIC représente 5% en baisse de 3% ;
- le domaine des interventions des chambres relatives aux démarches Qualité représente 8% de la dotation en 2012, comme en 2011.

Enfin, les deux derniers domaines éligibles plus récemment au dispositif, accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et innovation et compétitivité, bénéficient respectivement de 5% et 7% de la subvention tandis que le nombre de CMA les retenant progresse (respectivement 54 % et 63%) .

Suite à la tenue d'un groupe de travail APCMA, CRMA, DGCIS en 2010, il a été procédé en 2011 à une simplification de la gestion du dispositif et à une clarification des indicateurs obligatoires retenus.

En 2012, l'évaluation de ce dispositif menée pendant 7 mois par un prestataire montre qu'il est un outil indispensable dont la souplesse lui permet d'accompagner la stratégie régionale des CMA au profit des entreprises artisanales. Il a un effet de levier confirmé sur les autres partenaires financiers et permet de mettre en œuvre des actions pertinentes au regard des besoins des entreprises et de financer des actions originales et innovantes. Il a un effet réel sur les entreprises artisanales qui apprécient l'accompagnement apporté dans l'adaptation aux évolutions économiques pour permettre la pérennisation et la création d'emploi.

CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Intempéries de novembre 2011

La circulaire du 16 décembre 2011 a institué un dispositif d'aide exceptionnelle du FISAC au bénéfice des entreprises commerciales, artisanales et de services, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 M€, sinistrées suite aux intempéries survenues du 2 novembre au 10 novembre 2011 dans les communes visées par l'arrêté du 18 novembre 2011 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Ce dispositif, géré par les préfets des départements, permet de financer les dépenses d'investissement liées à la restauration des locaux et de l'outil de travail (aide limitée à 8 000 €) et les pertes d'exploitation (aide limitée à 2 000 €).

La circulaire autorise également l'octroi à titre exceptionnel d'une avance aux entreprises sinistrées.

Le montant des provisions constituées en 2012 pour le financement de ces aides exceptionnelles représente une somme de 2 021 372 € (1,74 M€ pour le Var, 0,16 M€ pour les Alpes Maritimes, 80 493 € pour le Gard, 20 000 € pour les Bouches du Rhône, 18 879 € pour l'Aveyron et 2 000 € pour la Haute-Corse).

L'EPARECA
(ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE
RESTRUCTURATION
DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)

1 - Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Contrat d'objectifs et de moyens

L'EPARECA s'est doté d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens pour la période 2009-2011, signé en décembre 2009 par quatre ministres. Il prévoyait la mise en production de 30 opérations, soit 9 en 2009, 10 en 2010 et 11 en 2011. Ce contrat, qui rappelait l'objet, l'intérêt à agir et les critères d'intervention de l'Etablissement, explicitait son modèle économique, fixait des objectifs de développement durable ainsi qu'en matière de réduction du délai de réalisation des opérations. Enfin, il fixait divers indicateurs (diversité commerciale, taux de vacance et de rotation, emplois créés et maintenus, délais de réalisation, taux de transformation.....) qui faisaient l'objet d'un suivi.

Pour cette période, la dotation annuelle fixée à 10,5 M€ (montant alloué en 2009 et 2010) a été ramenée à 8 M€ en 2011 compte tenu des contraintes budgétaires qui pèsent sur le FISAC.

Entre 2009 et 2011, 27 des 30 opérations prévues au COM ont été mises en production dont 8 en 2011 suite à la diminution de la dotation de l'Etat. Outre ces 27 opérations, sur la même période, 2 investissements envisagés ont été abandonnés à la demande des collectivités locales, 2 centres ont fait l'objet de reconstruction partielle et 2 opérations ont été différées pour des raisons budgétaires.

Aucun nouvel investissement n'a été lancé en 2012, les moyens alloués par l'Etat (ministère en charge de commerce et de l'artisanat), soit 7,8 M€, étant affectés au financement des opérations engagées.

Au cours de l'année 2013, un nouveau contrat d'objectifs, portant sur les années 2013-2015, devrait être signé.

3 - Chiffres clés :

Les demandes qui ont fait l'objet de réalisations opérationnelles sont réparties de la manière suivante :

- 14 opérations sont achevées et revendues ;
- 27 centres sont en exploitation ;
- 30 centres sont en phase production ;
- 27 dossiers sont en phase de montage projet ;
- 9 dossiers sont en phase initiale de saisine ;

LES POLES D'INNOVATION POUR L'ARTISANAT ET LES PETITES ENTREPRISES

Face à certaines évolutions rapides du marché liées au développement de la technologie, aux changements dans les modes de consommation ou à l'apparition de nouvelles exigences de la société, les petites entreprises se trouvent dans la nécessité d'innover mais elles ne disposent pas toujours des moyens appropriés pour y parvenir seules.

Pour les y aider, la DGCIS, avec l'appui de l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), apporte un soutien financier aux "pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises". Actuellement au nombre de vingt et un, ces pôles couvrent des domaines variés, allant de la fabrication et la réparation de l'instrumentation musicale aux métiers de bouche et à l'imprimerie en passant par les techniques multimédias et la restauration du patrimoine. Ils permettent aux entreprises de rompre leur isolement en nouant des relations et des partenariats avec le monde de la recherche, favorisant ainsi leur intégration dans des maillages économiques cohérents.

Ces centres de ressources, adossés aux réseaux consulaires et professionnels ou à des établissements de formation professionnelle et labellisés par le ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme au titre d'une spécialité, ont essentiellement pour mission d'assurer, dans leur domaine d'intervention, la liaison avec les centres de compétences, la recherche de solutions adaptées à la petite entreprise, la diffusion des connaissances et des pratiques nouvelles et l'assistance directe des entreprises. À la demande de la DGCIS, le Cabinet Technopolis a réalisé de septembre 2010 à avril 2011 une étude d'évaluation de la politique nationale des pôles d'innovation axée sur la gouvernance, l'articulation et la complémentarité des pôles d'innovation avec les autres structures d'appui à l'innovation (centres techniques, structures de recherche, etc.) et sur les résultats atteints au regard des missions confiées aux pôles d'innovation. Pour l'essentiel, cette étude, qui fait douze recommandations pour améliorer la politique des pôles d'innovation, relève que cette politique est pertinente, car elle est le seul instrument d'appui à l'innovation dédié à l'artisanat, mais qu'elle reste largement méconnue et qu'elle demeure insuffisamment articulée, tant au plan national que dans les pôles d'innovation, avec les autres dispositifs d'appui à l'innovation, pour créer des synergies pouvant profiter aussi bien à l'artisan qu'à l'industriel.

La DGCIS s'est engagée, au profit des pôles d'innovation, dans la mise en place de contrats d'objectifs pluriannuels. Financés sur une base triennale sur la période 2009-11, pour leur assurer une meilleure visibilité, les pôles d'innovation n'ont cependant pu être financés que sur une base annuelle en 2012 avec une enveloppe de 2,8 M€, pour environ 2,47 M€ effectivement réalisés par les pôles.

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2012. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1^{er} janvier 2013.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2012 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2012 et pour l'ensemble de la période 1992 – 2012 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2012

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2012
(en euros)**

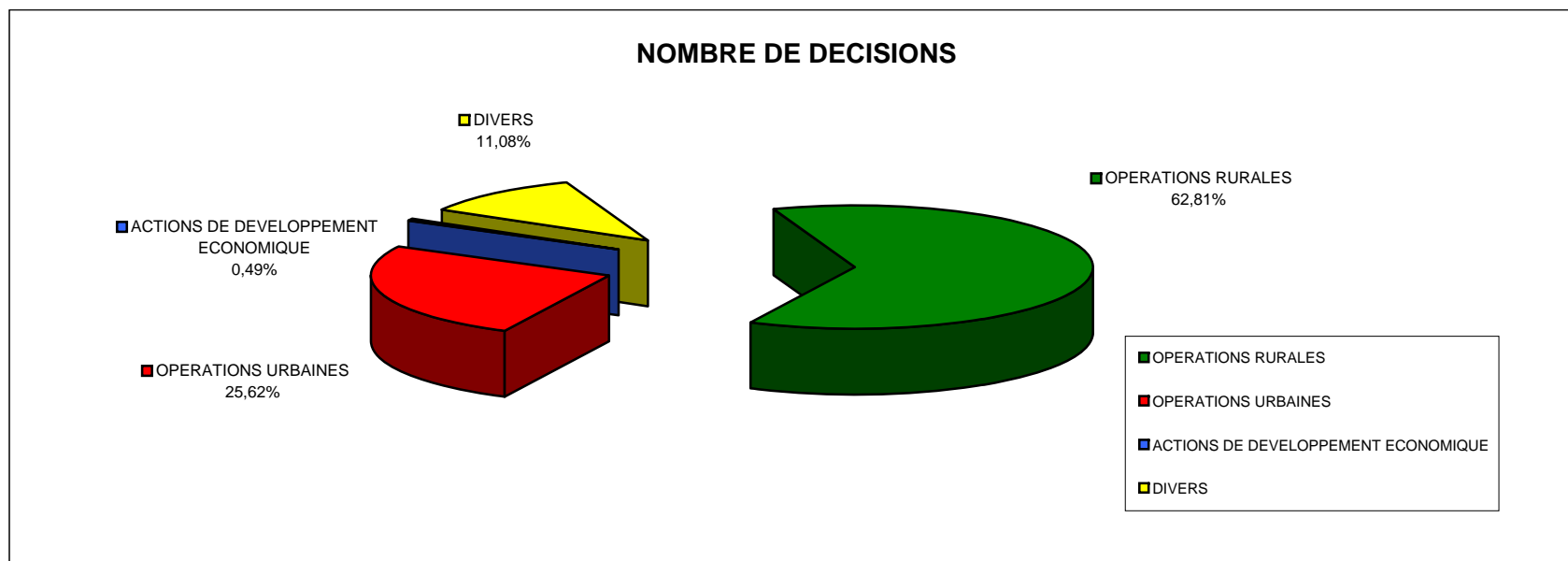
TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	255	1 710 992	17 395 171	19 106 163
OPERATIONS URBAINES	104	3 662 950	8 229 499	11 892 449
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2	8 250 000	0	8 250 000
DIVERS *	45	13 048 825	0	13 048 825
TOTAL	406	26 672 767	25 624 670	52 297 437

(*) Opérations nationales diverses dont :

- dotation de l' EPARECA
- PIA
- intempéries
- études préalables

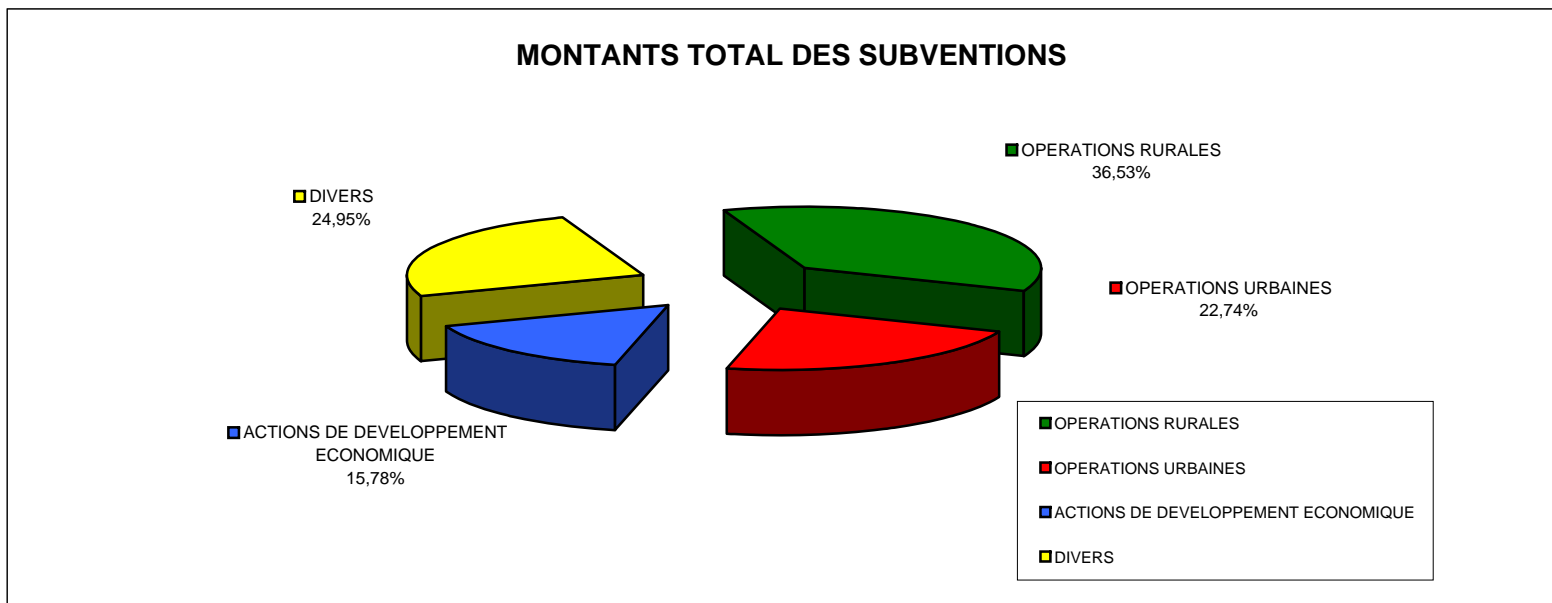
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2012
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	255
OPERATIONS URBAINES	104
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2
DIVERS	45
TOTAL	406



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2012
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	19 106 163
OPERATIONS URBAINES	11 892 449
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	8 250 000
DIVERS	13 048 825
TOTAL	52 297 437



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2012**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	8 253 239	0	8 253 239	163
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	8 051 449	1 672 325	6 379 124	55
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	2 801 475	38 667	2 762 808	37
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	11 159 572	3 386 202	7 773 370	101
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	732 877	276 748	456 129	3
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	8 250 000	8 250 000	0	2
	0			
Divers				
	0			
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (EPARECA)	7 842 000	7 842 000	0	1
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (Intempéries)	2 021 372	2 021 372	0	6
POLES D'INNOVATION A L'ARTISANAT (PIA)	2 800 000	2 800 000	0	1
ETUDES	385 453	385 453	0	37
TOTAL	52 297 437	26 672 767	25 624 670	406

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2012
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	621 387,00	121 571,00	499 816,00	12	1 843 053	0,34
AQUITAINE	4 248 787,00	801 922,00	3 446 865,00	48	3 206 137	1,33
AUVERGNE	879 540,00	89 513,00	790 027,00	22	1 343 964	0,65
BASSE-NORMANDIE	1 066 185,00	37 698,00	1 028 487,00	14	1 470 880	0,72
BOURGOGNE	1 347 385,00	348 499,00	998 886,00	10	1 642 440	0,82
BRETAGNE	1 287 832,00	146 102,00	1 141 730,00	23	3 175 064	0,41
CENTRE	1 741 613,00	195 712,00	1 545 901,00	17	2 538 590	0,69
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 643 543,00	372 680,00	2 270 863,00	14	1 337 953	1,98
CORSE	12 000,00	12 000,00	0,00	1	305 674	0,04
FRANCHE-COMTE	194 647,00	57 744,00	136 903,00	5	1 168 208	0,17
GUADELOUPE	10 350,00	10 350,00	0,00	1	401 554	0,03
HAUTE-NORMANDIE	562 599,00	151 736,00	410 863,00	5	1 832 942	0,31
ILE-DE-FRANCE	1 786 909,00	432 145,00	1 354 764,00	19	11 728 240	0,15
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 008 771,00	188 185,00	820 586,00	17	2 610 890	0,39
LIMOUSIN	617 678,00	197 596,00	420 082,00	8	741 785	0,83
LORRAINE	1 512 252,00	229 898,00	1 282 354,00	16	2 350 112	0,64
MIDI-PYRENEES	2 462 221,00	412 417,00	2 049 804,00	32	2 862 707	0,86
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 186 968,00	257 103,00	929 865,00	28	4 033 197	0,29
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 638 588,00	92 750,00	1 545 838,00	20	3 539 048	0,46
PICARDIE	762 188,00	197 697,00	564 491,00	5	1 911 157	0,40
POITOU-CHARENTES	1 324 590,00	122 815,00	1 201 775,00	24	1 760 575	0,75
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	1 143 484,00	412 479,00	731 005,00	23	4 889 053	0,23
REUNION	329 234,00	89 234,00	240 000,00	1	816 364	0,40
RHONE-ALPES	2 995 314,00	781 549,00	2 213 765,00	31	6 174 040	0,49
TOTAL	31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

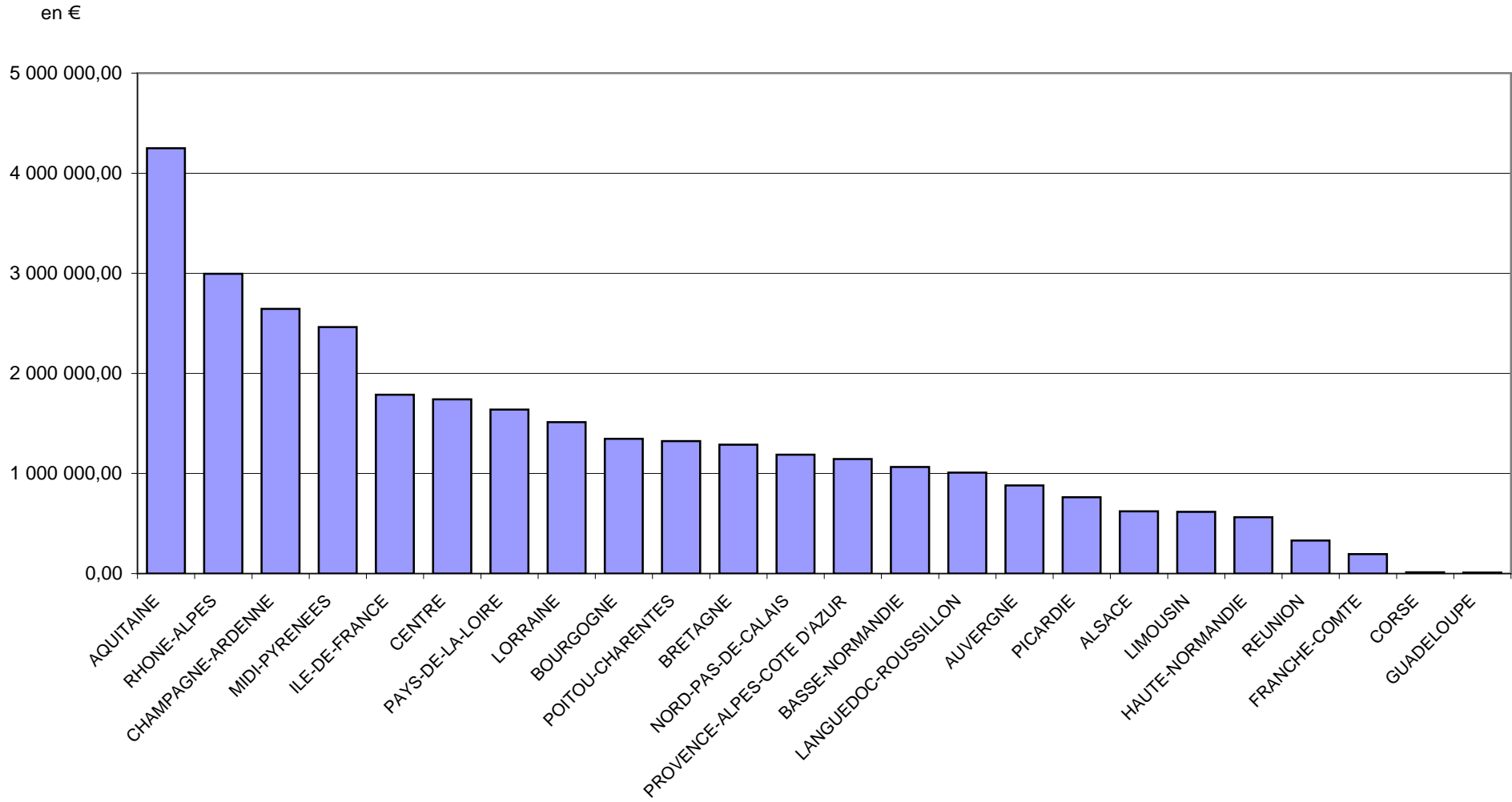
Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2012
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AQUITAINE	4 248 787,00	801 922,00	3 446 865,00	48	3 206 137	1,33
RHONE-ALPES	2 995 314,00	781 549,00	2 213 765,00	31	6 174 040	0,49
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 643 543,00	372 680,00	2 270 863,00	14	1 337 953	1,98
MIDI-PYRENEES	2 462 221,00	412 417,00	2 049 804,00	32	2 862 707	0,86
ILE-DE-FRANCE	1 786 909,00	432 145,00	1 354 764,00	19	11 728 240	0,15
CENTRE	1 741 613,00	195 712,00	1 545 901,00	17	2 538 590	0,69
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 638 588,00	92 750,00	1 545 838,00	20	3 539 048	0,46
LORRAINE	1 512 252,00	229 898,00	1 282 354,00	16	2 350 112	0,64
BOURGOGNE	1 347 385,00	348 499,00	998 886,00	10	1 642 440	0,82
POITOU-CHARENTES	1 324 590,00	122 815,00	1 201 775,00	24	1 760 575	0,75
BRETAGNE	1 287 832,00	146 102,00	1 141 730,00	23	3 175 064	0,41
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 186 968,00	257 103,00	929 865,00	28	4 033 197	0,29
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1 143 484,00	412 479,00	731 005,00	23	4 889 053	0,23
BASSE-NORMANDIE	1 066 185,00	37 698,00	1 028 487,00	14	1 470 880	0,72
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 008 771,00	188 185,00	820 586,00	17	2 610 890	0,39
AUVERGNE	879 540,00	89 513,00	790 027,00	22	1 343 964	0,65
PICARDIE	762 188,00	197 697,00	564 491,00	5	1 911 157	0,40
ALSACE	621 387,00	121 571,00	499 816,00	12	1 843 053	0,34
LIMOUSIN	617 678,00	197 596,00	420 082,00	8	741 785	0,83
HAUTE-NORMANDIE	562 599,00	151 736,00	410 863,00	5	1 832 942	0,31
REUNION	329 234,00	89 234,00	240 000,00	1	816 364	0,40
FRANCHE-COMTE	194 647,00	57 744,00	136 903,00	5	1 168 208	0,17
CORSE	12 000,00	12 000,00	0,00	1	305 674	0,04
GUADELOUPE	10 350,00	10 350,00	0,00	1	401 554	0,03
TOTAL	31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2012
(en euros)**



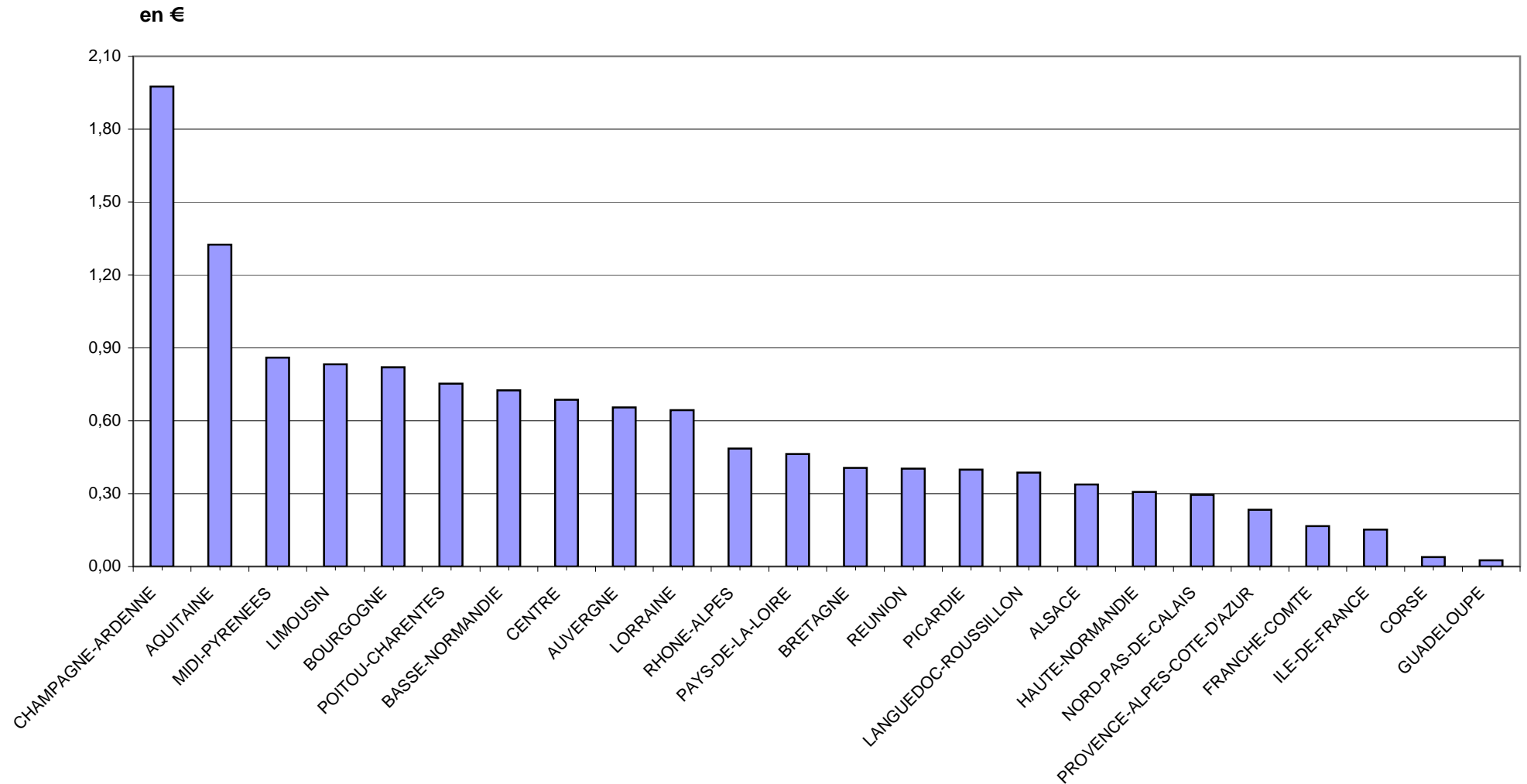
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 643 543,00	372 680,00	2 270 863,00	14	1 337 953	1,98
AQUITAINE	4 248 787,00	801 922,00	3 446 865,00	48	3 206 137	1,33
MIDI-PYRENEES	2 462 221,00	412 417,00	2 049 804,00	32	2 862 707	0,86
LIMOUSIN	617 678,00	197 596,00	420 082,00	8	741 785	0,83
BOURGOGNE	1 347 385,00	348 499,00	998 886,00	10	1 642 440	0,82
POITOU-CHARENTES	1 324 590,00	122 815,00	1 201 775,00	24	1 760 575	0,75
BASSE-NORMANDIE	1 066 185,00	37 698,00	1 028 487,00	14	1 470 880	0,72
CENTRE	1 741 613,00	195 712,00	1 545 901,00	17	2 538 590	0,69
AUVERGNE	879 540,00	89 513,00	790 027,00	22	1 343 964	0,65
LORRAINE	1 512 252,00	229 898,00	1 282 354,00	16	2 350 112	0,64
RHONE-ALPES	2 995 314,00	781 549,00	2 213 765,00	31	6 174 040	0,49
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 638 588,00	92 750,00	1 545 838,00	20	3 539 048	0,46
BRETAGNE	1 287 832,00	146 102,00	1 141 730,00	23	3 175 064	0,41
REUNION	329 234,00	89 234,00	240 000,00	1	816 364	0,40
PICARDIE	762 188,00	197 697,00	564 491,00	5	1 911 157	0,40
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 008 771,00	188 185,00	820 586,00	17	2 610 890	0,39
ALSACE	621 387,00	121 571,00	499 816,00	12	1 843 053	0,34
HAUTE-NORMANDIE	562 599,00	151 736,00	410 863,00	5	1 832 942	0,31
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 186 968,00	257 103,00	929 865,00	28	4 033 197	0,29
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	1 143 484,00	412 479,00	731 005,00	23	4 889 053	0,23
FRANCHE-COMTE	194 647,00	57 744,00	136 903,00	5	1 168 208	0,17
ILE-DE-FRANCE	1 786 909,00	432 145,00	1 354 764,00	19	11 728 240	0,15
CORSE	12 000,00	12 000,00	0,00	1	305 674	0,04
GUADELOUPE	10 350,00	10 350,00	0,00	1	401 554	0,03
TOTAL	31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC
par région en 2012
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	44 935	0	44 935	1	588 853	0,08
AISNE	02	165 810	0	165 810	1	539 870	0,31
ALLIER	03	103 862	0	103 862	4	343 046	0,30
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	34 213	0	34 213	2	159 450	0,21
ALPES-MARITIMES	06	207 507	132 512	74 995	5	1 079 100	0,19
ARDECHE	07	491 866	79 969	411 897	8	313 578	1,57
ARDENNES	08	1 027 011	161 109	865 902	6	283 296	3,63
AUDE	11	133 787	0	133 787	2	353 980	0,38
AVEYRON	12	340 154	27 903	312 251	7	277 048	1,23
BAS-RHIN	67	239 027	78 071	160 956	6	1 094 439	0,22
BOUCHES-DU-RHONE	13	65 940	65 940	0	5	1 967 299	0,03
CALVADOS	14	68 003	0	68 003	1	680 908	0,10
CANTAL	15	213 655	69 593	144 062	3	148 380	1,44
CHARENTE	16	256 948	27 604	229 344	4	351 563	0,73
CHARENTE-MARITIME	17	492 137	43 599	448 538	10	616 607	0,80
CHER	18	290 620	18 567	272 053	5	311 022	0,93
CORREZE	19	147 908	52 908	95 000	4	243 352	0,61
COTE-D'OR	21	326 314	180 000	146 314	2	524 144	0,62
COTES-D'ARMOR	22	153 916	55 675	98 241	6	587 519	0,26
CREUSE	23	224 908	67 833	157 075	2	123 584	1,82
DEUX-SEVRES	79	185 796	11 429	174 367	2	366 339	0,51
DORDOGNE	24	853 958	149 610	704 348	10	412 082	2,07
DOUBS	25	51 392	51 392	0	1	525 276	0,10
DROME	26	148 354	0	148 354	2	482 984	0,31
EURE	27	400 825	109 825	291 000	3	582 822	0,69

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE-ET-LOIR	28	176 136	50 302	125 834	3	425 502	0,41
FINISTERE	29	342 659	44 755	297 904	9	893 914	0,38
GARD	30	146 325	60 582	85 743	2	701 883	0,21
GERS	32	558 786	184 385	374 401	4	187 181	2,99
GIRONDE	33	1 710 753	377 711	1 333 042	10	1 434 661	1,19
GUADELOUPE	971	10 350	10 350	0	1	401 554	0,03
HAUTE-CORSE	2B	12 000	12 000	0	1	164 344	0,07
HAUTE-GARONNE	31	179 640	63 692	115 948	5	1 230 820	0,15
HAUTE-LOIRE	43	497 579	0	497 579	12	223 122	2,23
HAUTE-MARNE	52	1 219 563	139 602	1 079 961	6	185 214	6,58
HAUTES-ALPES	05	27 064	0	27 064	2	135 836	0,20
HAUTE-SAONE	70	103 597	0	103 597	1	239 194	0,43
HAUTE-SAVOIE	74	267 012	53 532	213 480	6	725 794	0,37
HAUTES-PYRENEES	65	875 567	103 162	772 405	6	229 670	3,81
HAUTE-VIENNE	87	244 862	76 855	168 007	2	374 849	0,65
HAUT-RHIN	68	382 360	43 500	338 860	6	748 614	0,51
HAUTS-DE-SEINE	92	590 306	157 878	432 428	4	1 561 745	0,38
HERAULT	34	276 392	118 428	157 964	6	1 031 974	0,27
ILLE-ET-VILAINE	35	759 185	36 100	723 085	6	977 449	0,78
INDRE	36	221 221	59 706	161 515	1	232 268	0,95
INDRE-ET-LOIRE	37	449 537	58 037	391 500	2	588 420	0,76
ISERE	38	670 125	159 756	510 369	3	1 197 038	0,56
JURA	39	22 278	6 352	15 926	2	261 277	0,09
LANDES	40	277 600	107 092	170 508	5	379 341	0,73
LOIRE	42	778 368	298 702	479 666	6	746 115	1,04

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOIRE-ATLANTIQUE	44	311 410	37 617	273 793	5	1 266 358	0,25
LOIRET	45	218 688	0	218 688	2	653 510	0,33
LOIR-ET-CHER	41	385 411	9 100	376 311	4	327 868	1,18
LOT	46	233 401	0	233 401	3	173 562	1,34
LOT-ET-GARONNE	47	601 173	86 057	515 116	6	329 697	1,82
LOZERE	48	192 867	0	192 867	3	77 163	2,50
MAINE-ET-LOIRE	49	38 186	16 412	21 774	1	780 082	0,05
MANCHE	50	731 677	22 698	708 979	7	497 762	1,47
MARNE	51	396 969	71 969	325 000	2	566 145	0,70
MAYENNE	53	132 618	4 399	128 219	4	305 147	0,43
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	925 067	126 706	798 361	10	731 019	1,27
MEUSE	55	81 767	6 767	75 000	1	194 003	0,42
MORBIHAN	56	32 072	9 572	22 500	2	716 182	0,04
MOSELLE	57	288 118	96 425	191 693	4	1 044 898	0,28
NORD	59	368 269	105 520	262 749	8	2 571 940	0,14
OISE	60	596 378	197 697	398 681	4	801 512	0,74
ORNE	61	266 505	15 000	251 505	6	292 210	0,91
PAS-DE-CALAIS	62	818 699	151 583	667 116	20	1 461 257	0,56
PUY-DE-DOME	63	64 444	19 920	44 524	3	629 416	0,10
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	805 303	81 452	723 851	17	650 356	1,24
PYRENEES-ORIENTALES	66	259 400	9 175	250 225	4	445 890	0,58
REUNION	974	329 234	89 234	240 000	1	816 364	0,40
RHONE	69	379 556	106 240	273 316	4	1 708 671	0,22
SAONE-ET-LOIRE	71	665 092	41 307	623 785	6	554 720	1,20
SARTHE	72	160 808	2 500	158 308	3	561 050	0,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAVOIE	73	215 098	83 350	131 748	1	411 007	0,52
SEINE-ET-MARNE	77	338 202	75 854	262 348	5	1 313 414	0,26
SEINE-MARITIME	76	161 774	41 911	119 863	2	1 250 120	0,13
SEINE-SAINT-DENIS	93	255 460	15 800	239 660	1	1 515 983	0,17
TARN	81	127 000	0	127 000	2	374 018	0,34
TARN-ET-GARONNE	82	147 673	33 275	114 398	5	239 291	0,62
TERRITOIRE DE BELFORT	90	17 380	0	17 380	1	142 461	0,12
VAL-DE-MARNE	94	209 085	75 429	133 656	2	1 318 537	0,16
VAL-D'OISE	95	209 719	92 184	117 535	4	1 168 892	0,18
VAR	83	690 713	201 182	489 531	6	1 007 303	0,69
VAUCLUSE	84	118 047	12 845	105 202	3	540 065	0,22
VENDEE	85	995 566	31 822	963 744	7	626 411	1,59
VIENNE	86	389 709	40 183	349 526	8	426 066	0,91
VOSGES	88	217 300	0	217 300	1	380 192	0,57
YONNE	89	355 979	127 192	228 787	2	343 377	1,04
YVELINES	78	184 137	15 000	169 137	3	1 407 560	0,13
		31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	1 710 753	377 711	1 333 042	10	1 434 661	1,19
HAUTE-MARNE	52	1 219 563	139 602	1 079 961	6	185 214	6,58
ARDENNES	08	1 027 011	161 109	865 902	6	283 296	3,63
VENDEE	85	995 566	31 822	963 744	7	626 411	1,59
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	925 067	126 706	798 361	10	731 019	1,27
HAUTES-PYRENEES	65	875 567	103 162	772 405	6	229 670	3,81
DORDOGNE	24	853 958	149 610	704 348	10	412 082	2,07
PAS-DE-CALAIS	62	818 699	151 583	667 116	20	1 461 257	0,56
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	805 303	81 452	723 851	17	650 356	1,24
LOIRE	42	778 368	298 702	479 666	6	746 115	1,04
ILLE-ET-VILAINE	35	759 185	36 100	723 085	6	977 449	0,78
MANCHE	50	731 677	22 698	708 979	7	497 762	1,47
VAR	83	690 713	201 182	489 531	6	1 007 303	0,69
ISERE	38	670 125	159 756	510 369	3	1 197 038	0,56
SAONE-ET-LOIRE	71	665 092	41 307	623 785	6	554 720	1,20
LOT-ET-GARONNE	47	601 173	86 057	515 116	6	329 697	1,82
OISE	60	596 378	197 697	398 681	4	801 512	0,74
HAUTS-DE-SEINE	92	590 306	157 878	432 428	4	1 561 745	0,38
GERS	32	558 786	184 385	374 401	4	187 181	2,99
HAUTE-LOIRE	43	497 579	0	497 579	12	223 122	2,23
CHARENTE-MARITIME	17	492 137	43 599	448 538	10	616 607	0,80
ARDECHE	07	491 866	79 969	411 897	8	313 578	1,57
INDRE-ET-LOIRE	37	449 537	58 037	391 500	2	588 420	0,76
EURE	27	400 825	109 825	291 000	3	582 822	0,69
MARNE	51	396 969	71 969	325 000	2	566 145	0,70

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VIENNE	86	389 709	40 183	349 526	8	426 066	0,91
LOIR-ET-CHER	41	385 411	9 100	376 311	4	327 868	1,18
HAUT-RHIN	68	382 360	43 500	338 860	6	748 614	0,51
RHONE	69	379 556	106 240	273 316	4	1 708 671	0,22
NORD	59	368 269	105 520	262 749	8	2 571 940	0,14
YONNE	89	355 979	127 192	228 787	2	343 377	1,04
FINISTERE	29	342 659	44 755	297 904	9	893 914	0,38
AVEYRON	12	340 154	27 903	312 251	7	277 048	1,23
SEINE-ET-MARNE	77	338 202	75 854	262 348	5	1 313 414	0,26
REUNION	974	329 234	89 234	240 000	1	816 364	0,40
COTE-D'OR	21	326 314	180 000	146 314	2	524 144	0,62
LOIRE-ATLANTIQUE	44	311 410	37 617	273 793	5	1 266 358	0,25
CHER	18	290 620	18 567	272 053	5	311 022	0,93
MOSELLE	57	288 118	96 425	191 693	4	1 044 898	0,28
LANDES	40	277 600	107 092	170 508	5	379 341	0,73
HERAULT	34	276 392	118 428	157 964	6	1 031 974	0,27
HAUTE-SAVOIE	74	267 012	53 532	213 480	6	725 794	0,37
ORNE	61	266 505	15 000	251 505	6	292 210	0,91
PYRENEES-ORIENTALES	66	259 400	9 175	250 225	4	445 890	0,58
CHARENTE	16	256 948	27 604	229 344	4	351 563	0,73
SEINE-SAINT-DENIS	93	255 460	15 800	239 660	1	1 515 983	0,17
HAUTE-VIENNE	87	244 862	76 855	168 007	2	374 849	0,65
BAS-RHIN	67	239 027	78 071	160 956	6	1 094 439	0,22
LOT	46	233 401	0	233 401	3	173 562	1,34
CREUSE	23	224 908	67 833	157 075	2	123 584	1,82

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012
(classement par montant de subvention)

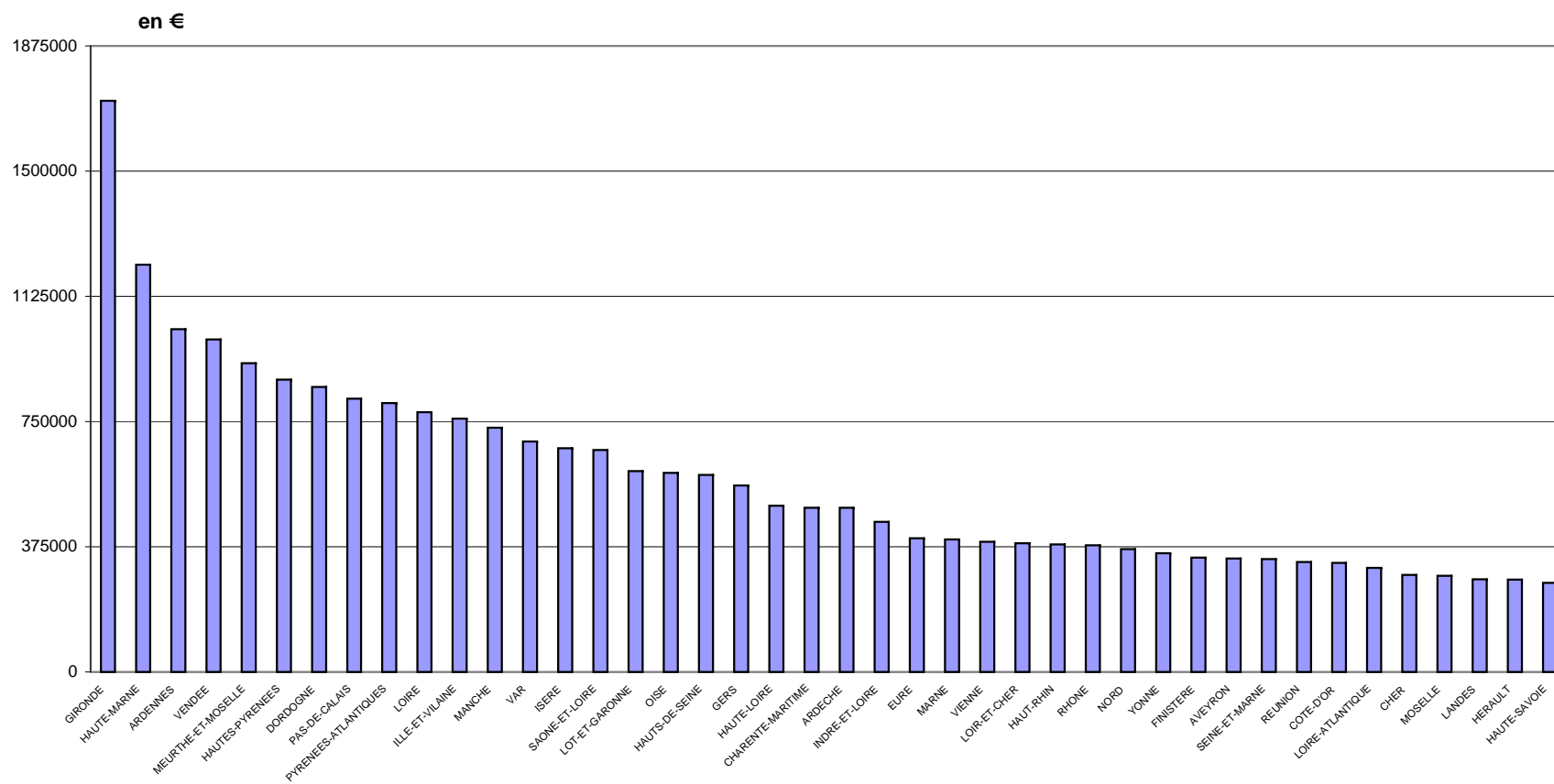
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
INDRE	36	221 221	59 706	161 515	1	232 268	0,95
LOIRET	45	218 688	0	218 688	2	653 510	0,33
VOSGES	88	217 300	0	217 300	1	380 192	0,57
SAVOIE	73	215 098	83 350	131 748	1	411 007	0,52
CANTAL	15	213 655	69 593	144 062	3	148 380	1,44
VAL-D'OISE	95	209 719	92 184	117 535	4	1 168 892	0,18
VAL-DE-MARNE	94	209 085	75 429	133 656	2	1 318 537	0,16
ALPES-MARITIMES	06	207 507	132 512	74 995	5	1 079 100	0,19
LOZERE	48	192 867	0	192 867	3	77 163	2,50
DEUX-SEVRES	79	185 796	11 429	174 367	2	366 339	0,51
YVELINES	78	184 137	15 000	169 137	3	1 407 560	0,13
HAUTE-GARONNE	31	179 640	63 692	115 948	5	1 230 820	0,15
EURE-ET-LOIR	28	176 136	50 302	125 834	3	425 502	0,41
AISNE	02	165 810	0	165 810	1	539 870	0,31
SEINE-MARITIME	76	161 774	41 911	119 863	2	1 250 120	0,13
SARTHE	72	160 808	2 500	158 308	3	561 050	0,29
COTES-D'ARMOR	22	153 916	55 675	98 241	6	587 519	0,26
DROME	26	148 354	0	148 354	2	482 984	0,31
CORREZE	19	147 908	52 908	95 000	4	243 352	0,61
TARN-ET-GARONNE	82	147 673	33 275	114 398	5	239 291	0,62
GARD	30	146 325	60 582	85 743	2	701 883	0,21
AUDE	11	133 787	0	133 787	2	353 980	0,38
MAYENNE	53	132 618	4 399	128 219	4	305 147	0,43
TARN	81	127 000	0	127 000	2	374 018	0,34
VAUCLUSE	84	118 047	12 845	105 202	3	540 065	0,22

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012
(classement par montant de subvention)

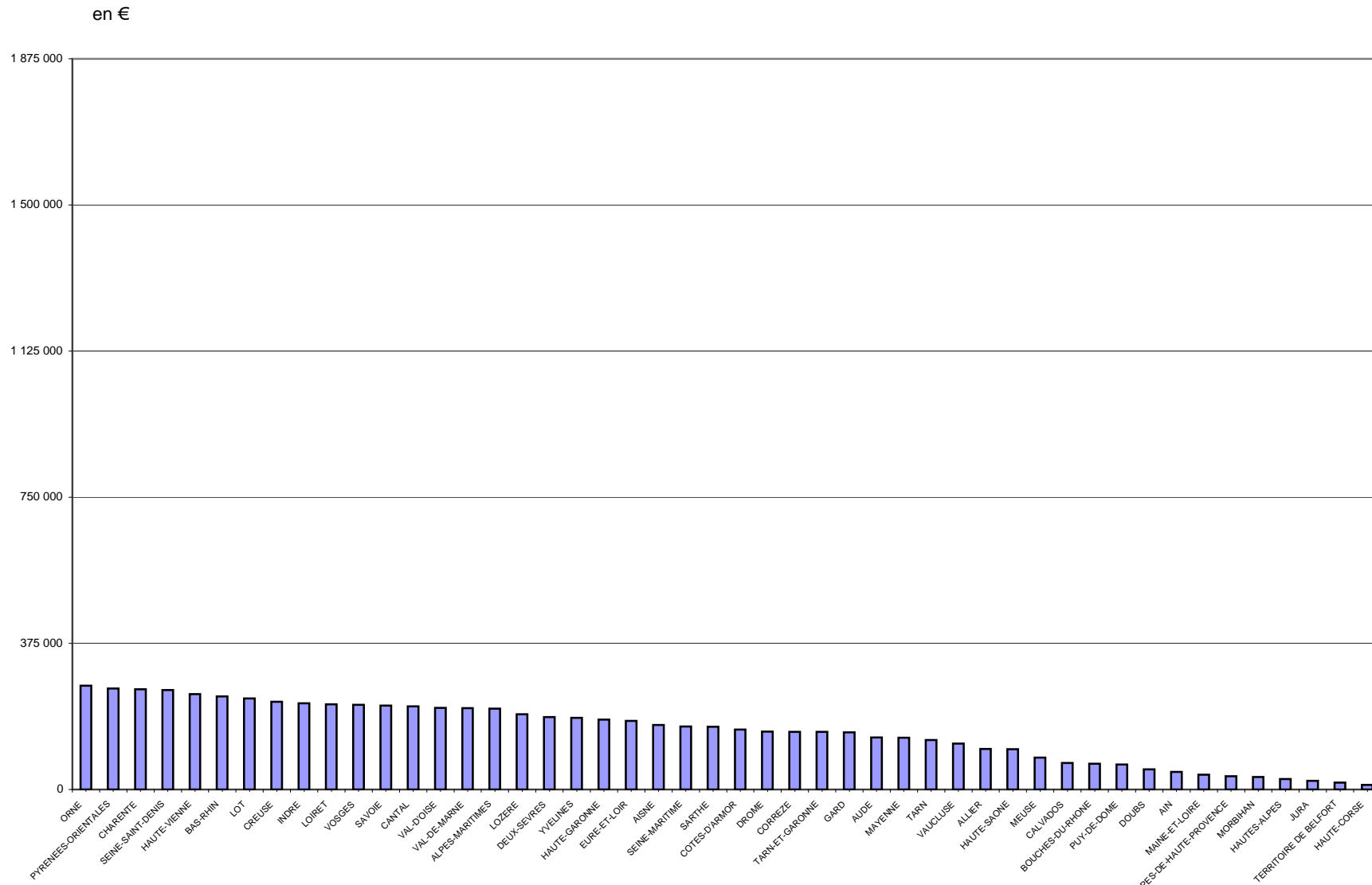
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALLIER	03	103 862	0	103 862	4	343 046	0,30
HAUTE-SAONE	70	103 597	0	103 597	1	239 194	0,43
MEUSE	55	81 767	6 767	75 000	1	194 003	0,42
CALVADOS	14	68 003	0	68 003	1	680 908	0,10
BOUCHES-DU-RHONE	13	65 940	65 940	0	5	1 967 299	0,03
PUY-DE-DOME	63	64 444	19 920	44 524	3	629 416	0,10
DOUBS	25	51 392	51 392	0	1	525 276	0,10
AIN	01	44 935	0	44 935	1	588 853	0,08
MAINE-ET-LOIRE	49	38 186	16 412	21 774	1	780 082	0,05
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	34 213	0	34 213	2	159 450	0,21
MORBIHAN	56	32 072	9 572	22 500	2	716 182	0,04
HAUTES-ALPES	05	27 064	0	27 064	2	135 836	0,20
JURA	39	22 278	6 352	15 926	2	261 277	0,09
TERRITOIRE DE BELFORT	90	17 380	0	17 380	1	142 461	0,12
HAUTE-CORSE	2B	12 000	12 000	0	1	164 344	0,07
GUADELOUPE	971	10 350	10 350	0	1	401 554	0,03
		31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

() Hors dotation Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2012
(en euros)**



Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2012 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-MARNE	52	1 219 563	139 602	1 079 961	6	185 214	6,58
HAUTES-PYRENEES	65	875 567	103 162	772 405	6	229 670	3,81
ARDENNES	08	1 027 011	161 109	865 902	6	283 296	3,63
GERS	32	558 786	184 385	374 401	4	187 181	2,99
LOZERE	48	192 867	0	192 867	3	77 163	2,50
HAUTE-LOIRE	43	497 579	0	497 579	12	223 122	2,23
DORDOGNE	24	853 958	149 610	704 348	10	412 082	2,07
LOT-ET-GARONNE	47	601 173	86 057	515 116	6	329 697	1,82
CREUSE	23	224 908	67 833	157 075	2	123 584	1,82
VENDEE	85	995 566	31 822	963 744	7	626 411	1,59
ARDECHE	07	491 866	79 969	411 897	8	313 578	1,57
MANCHE	50	731 677	22 698	708 979	7	497 762	1,47
CANTAL	15	213 655	69 593	144 062	3	148 380	1,44
LOT	46	233 401	0	233 401	3	173 562	1,34
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	925 067	126 706	798 361	10	731 019	1,27
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	805 303	81 452	723 851	17	650 356	1,24
AVEYRON	12	340 154	27 903	312 251	7	277 048	1,23
SAONE-ET-LOIRE	71	665 092	41 307	623 785	6	554 720	1,20
GIRONDE	33	1 710 753	377 711	1 333 042	10	1 434 661	1,19
LOIR-ET-CHER	41	385 411	9 100	376 311	4	327 868	1,18
LOIRE	42	778 368	298 702	479 666	6	746 115	1,04
YONNE	89	355 979	127 192	228 787	2	343 377	1,04
INDRE	36	221 221	59 706	161 515	1	232 268	0,95
CHER	18	290 620	18 567	272 053	5	311 022	0,93
VIENNE	86	389 709	40 183	349 526	8	426 066	0,91

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	266 505	15 000	251 505	6	292 210	0,91
CHARENTE-MARITIME	17	492 137	43 599	448 538	10	616 607	0,80
ILLE-ET-VILAINE	35	759 185	36 100	723 085	6	977 449	0,78
INDRE-ET-LOIRE	37	449 537	58 037	391 500	2	588 420	0,76
OISE	60	596 378	197 697	398 681	4	801 512	0,74
LANDES	40	277 600	107 092	170 508	5	379 341	0,73
CHARENTE	16	256 948	27 604	229 344	4	351 563	0,73
MARNE	51	396 969	71 969	325 000	2	566 145	0,70
EURE	27	400 825	109 825	291 000	3	582 822	0,69
VAR	83	690 713	201 182	489 531	6	1 007 303	0,69
HAUTE-VIENNE	87	244 862	76 855	168 007	2	374 849	0,65
COTE-D'OR	21	326 314	180 000	146 314	2	524 144	0,62
TARN-ET-GARONNE	82	147 673	33 275	114 398	5	239 291	0,62
CORREZE	19	147 908	52 908	95 000	4	243 352	0,61
PYRENEES-ORIENTALES	66	259 400	9 175	250 225	4	445 890	0,58
VOSGES	88	217 300	0	217 300	1	380 192	0,57
PAS-DE-CALAIS	62	818 699	151 583	667 116	20	1 461 257	0,56
ISERE	38	670 125	159 756	510 369	3	1 197 038	0,56
SAVOIE	73	215 098	83 350	131 748	1	411 007	0,52
HAUT-RHIN	68	382 360	43 500	338 860	6	748 614	0,51
DEUX-SEVRES	79	185 796	11 429	174 367	2	366 339	0,51
MAYENNE	53	132 618	4 399	128 219	4	305 147	0,43
HAUTE-SAONE	70	103 597	0	103 597	1	239 194	0,43
MEUSE	55	81 767	6 767	75 000	1	194 003	0,42
EURE-ET-LOIR	28	176 136	50 302	125 834	3	425 502	0,41

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
REUNION	974	329 234	89 234	240 000	1	816 364	0,40
FINISTERE	29	342 659	44 755	297 904	9	893 914	0,38
HAUTS-DE-SEINE	92	590 306	157 878	432 428	4	1 561 745	0,38
AUDE	11	133 787	0	133 787	2	353 980	0,38
HAUTE-SAVOIE	74	267 012	53 532	213 480	6	725 794	0,37
TARN	81	127 000	0	127 000	2	374 018	0,34
LOIRET	45	218 688	0	218 688	2	653 510	0,33
DROME	26	148 354	0	148 354	2	482 984	0,31
AISNE	02	165 810	0	165 810	1	539 870	0,31
ALLIER	03	103 862	0	103 862	4	343 046	0,30
SARTHE	72	160 808	2 500	158 308	3	561 050	0,29
MOSELLE	57	288 118	96 425	191 693	4	1 044 898	0,28
HERAULT	34	276 392	118 428	157 964	6	1 031 974	0,27
COTES-D'ARMOR	22	153 916	55 675	98 241	6	587 519	0,26
SEINE-ET-MARNE	77	338 202	75 854	262 348	5	1 313 414	0,26
LOIRE-ATLANTIQUE	44	311 410	37 617	273 793	5	1 266 358	0,25
RHONE	69	379 556	106 240	273 316	4	1 708 671	0,22
VAUCLUSE	84	118 047	12 845	105 202	3	540 065	0,22
BAS-RHIN	67	239 027	78 071	160 956	6	1 094 439	0,22
ALPES-DE-HAUTE-PROVEN	04	34 213	0	34 213	2	159 450	0,21
GARD	30	146 325	60 582	85 743	2	701 883	0,21
HAUTES-ALPES	05	27 064	0	27 064	2	135 836	0,20
ALPES-MARITIMES	06	207 507	132 512	74 995	5	1 079 100	0,19
VAL-D'OISE	95	209 719	92 184	117 535	4	1 168 892	0,18
SEINE-SAINT-DENIS	93	255 460	15 800	239 660	1	1 515 983	0,17

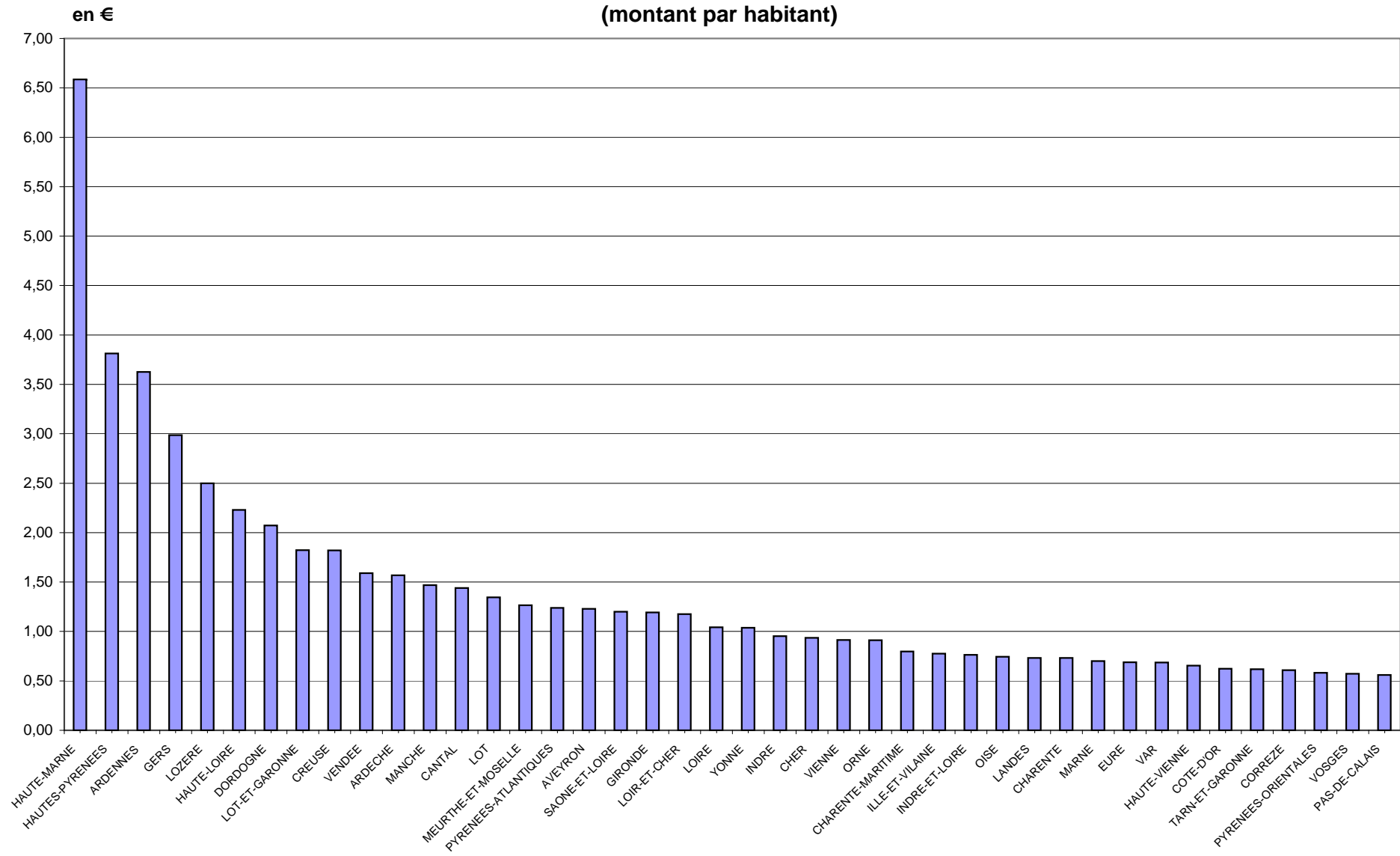
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

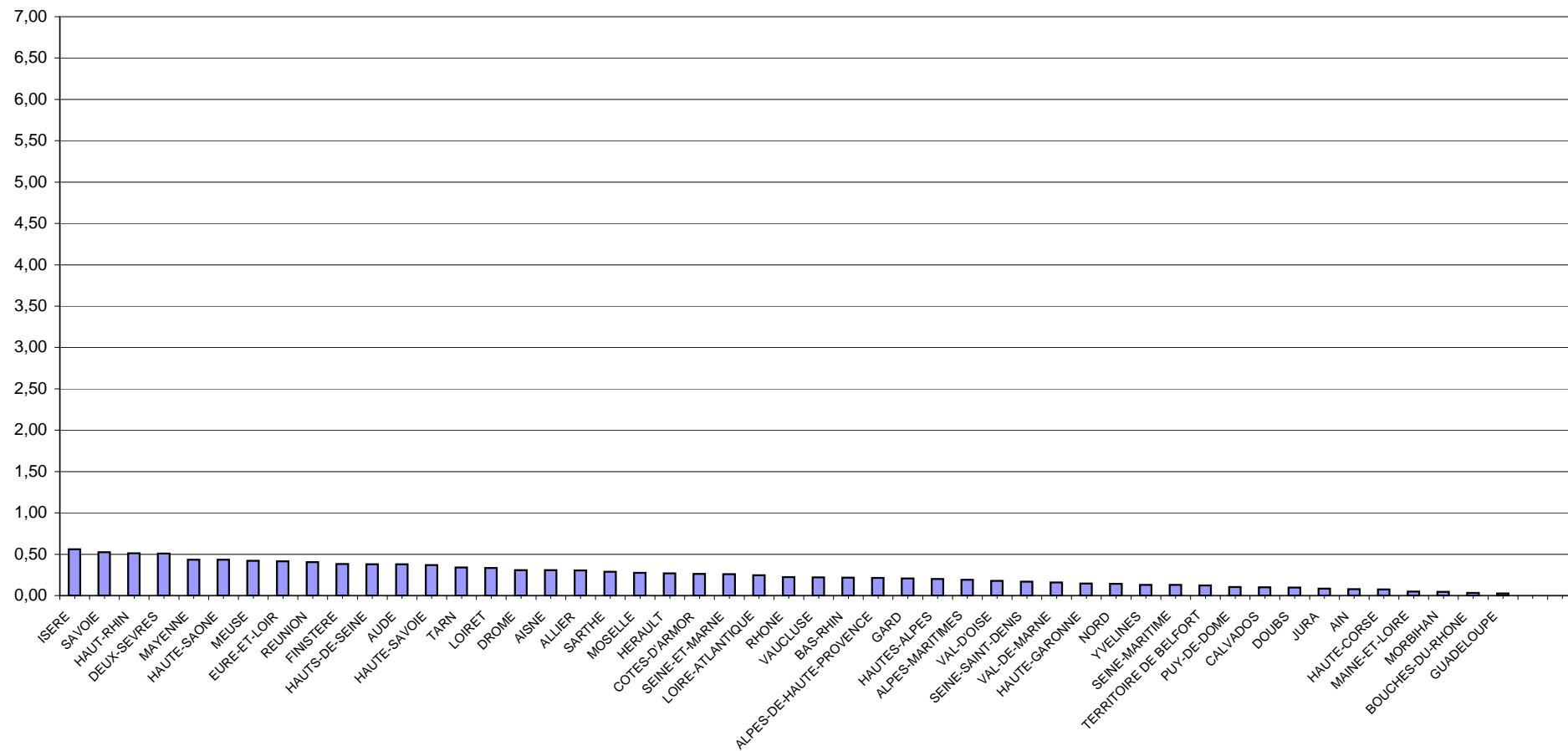
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VAL-DE-MARNE	94	209 085	75 429	133 656	2	1 318 537	0,16
HAUTE-GARONNE	31	179 640	63 692	115 948	5	1 230 820	0,15
NORD	59	368 269	105 520	262 749	8	2 571 940	0,14
YVELINES	78	184 137	15 000	169 137	3	1 407 560	0,13
SEINE-MARITIME	76	161 774	41 911	119 863	2	1 250 120	0,13
TERRITOIRE DE BELFORT	90	17 380	0	17 380	1	142 461	0,12
PUY-DE-DOME	63	64 444	19 920	44 524	3	629 416	0,10
CALVADOS	14	68 003	0	68 003	1	680 908	0,10
DOUBS	25	51 392	51 392	0	1	525 276	0,10
JURA	39	22 278	6 352	15 926	2	261 277	0,09
AIN	01	44 935	0	44 935	1	588 853	0,08
HAUTE-CORSE	2B	12 000	12 000	0	1	164 344	0,07
MAINE-ET-LOIRE	49	38 186	16 412	21 774	1	780 082	0,05
MORBIHAN	56	32 072	9 572	22 500	2	716 182	0,04
BOUCHES-DU-RHONE	13	65 940	65 940	0	5	1 967 299	0,03
GUADELOUPE	971	10 350	10 350	0	1	401 554	0,03
		31 384 065	5 759 395	25 624 670	396		

() Hors dotation Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

**Subventions FISAC
par département en 2012
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2012
(montant par habitant)**



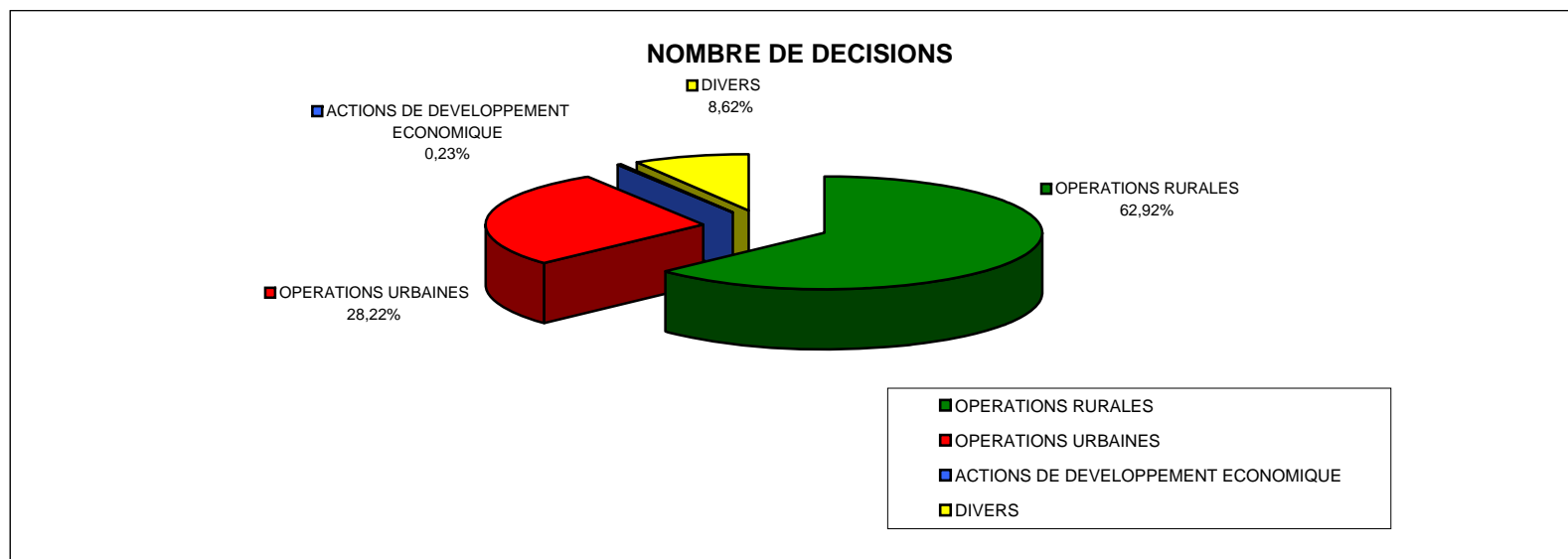
FISAC
Synthèses
1992-2012

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2012
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	9 807	52 312 998	321 693 131	374 006 129
OPERATIONS URBAINES	4 399	152 086 528	333 858 789	485 945 317
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	36	249 212 244	0	249 212 244
DIVERS	1 344	169 638 660	31 353 716	200 992 376
TOTAL	15 586	623 250 430	686 905 636	1 310 156 066

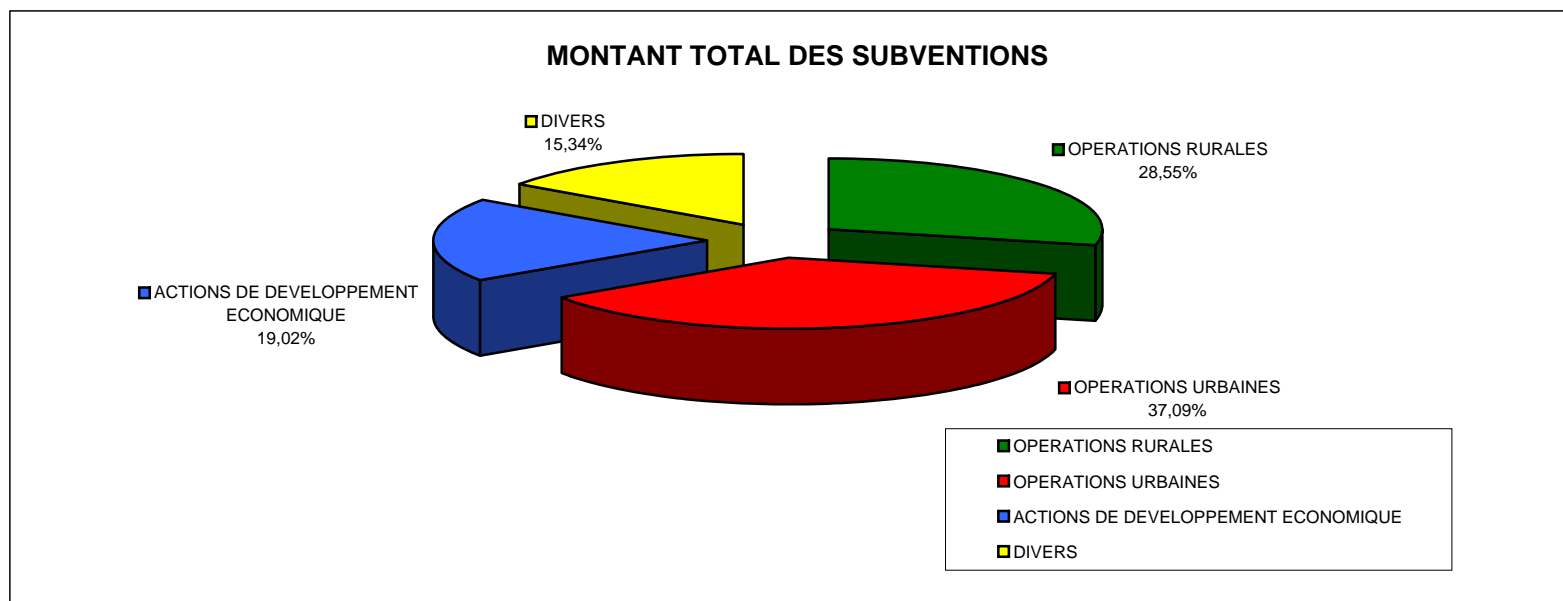
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2012
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	9 807
OPERATIONS URBAINES	4 399
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	36
DIVERS	1 344
TOTAL	15 586



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2012
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	374 006 129
OPERATIONS URBAINES	485 945 317
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	249 212 244
DIVERS	200 992 376
TOTAL	1 310 156 066



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2012**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	144 139 113	0	144 139 113	4 376
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	89 255 854	24 585 337	64 670 517	570
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	21 671 084	231 499	21 439 575	459
HALLES ET MARCHES	6 252 780	171 962	6 080 818	106
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	231 628 845	69 681 240	161 947 605	1 572
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	12 118 296	2 891 813	9 226 483	58
HALLES ET MARCHES	34 022 251	2 926 628	31 095 623	280
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	249 212 244	249 212 244	0	36
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	99 409 393	99 409 393	0	44
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	30 956 060	30 956 060	0	62
BIENS CULTURELS	4 197 876	290 670	3 907 206	181
ETUDES	6 907 815	6 845 035	62 780	591
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 310 156 066	623 250 430	686 905 626	15 586

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	15 196 257	3 587 881	11 608 376	320	1 843 053	8,25
AQUITAINE	81 498 112	20 650 199	60 847 913	1 294	3 206 137	25,42
AUVERGNE	25 804 430	8 056 880	17 747 550	594	1 343 964	19,20
BASSE-NORMANDIE	26 649 602	4 057 407	22 592 195	653	1 470 880	18,12
BOURGOGNE	21 182 325	4 079 591	17 102 734	578	1 642 440	12,90
BRETAGNE	69 211 818	18 324 336	50 887 482	1 142	3 175 064	21,80
CENTRE	54 926 191	12 987 977	41 938 214	806	2 538 590	21,64
CHAMPAGNE-ARDENNE	32 660 744	10 027 513	22 633 231	360	1 337 953	24,41
CORSE	2 105 222	1 317 662	787 560	27	305 674	6,89
FRANCHE-COMTE	27 042 999	6 784 792	20 258 207	679	1 168 208	23,15
GUADELOUPE	231 465	106 487	124 978	7	401 554	0,58
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
HAUTE-NORMANDIE	26 661 934	5 192 741	21 469 193	448	1 832 942	14,55
ILE-DE-FRANCE	74 500 354	15 021 350	59 479 004	930	11 728 240	6,35
LANGUEDOC-ROUSSILLON	41 385 252	6 518 336	34 866 916	532	2 610 890	15,85
LIMOUSIN	25 439 918	5 757 934	19 681 984	472	741 785	34,30
LORRAINE	31 419 336	8 686 128	22 733 208	370	2 350 112	13,37
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	396 404	6,95
MIDI-PYRENEES	34 332 615	9 437 964	24 894 651	765	2 862 707	11,99
NORD-PAS-DE-CALAIS	32 926 958	11 233 171	21 693 787	686	4 033 197	8,16
PAYS-DE-LA-LOIRE	38 206 914	6 247 880	31 959 034	792	3 539 048	10,80
PICARDIE	12 192 270	2 715 610	9 476 660	275	1 911 157	6,38
POITOU-CHARENTES	47 189 699	6 550 398	40 639 301	1 102	1 760 575	26,80
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	44 373 815	16 813 014	27 560 801	570	4 889 053	9,08
REUNION	2 854 105	936 705	1 917 400	19	816 364	3,50
RHONE-ALPES	125 967 318	37 894 906	88 072 412	1 915	6 174 040	20,40
TOTAL	897 437 764	224 364 609	673 073 155	15 373		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION

TOUS TYPES D'OPERATION*

de 1992 à 2012

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	125 967 318	37 894 906	88 072 412	1 915	6 174 040	20,40
AQUITAINE	81 498 112	20 650 199	60 847 913	1 294	3 206 137	25,42
ILE-DE-FRANCE	74 500 354	15 021 350	59 479 004	930	11 728 240	6,35
BRETAGNE	69 211 818	18 324 336	50 887 482	1 142	3 175 064	21,80
CENTRE	54 926 191	12 987 977	41 938 214	806	2 538 590	21,64
POITOU-CHARENTES	47 189 699	6 550 398	40 639 301	1 102	1 760 575	26,80
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	44 373 815	16 813 014	27 560 801	570	4 889 053	9,08
LANGUEDOC-ROUSSILLON	41 385 252	6 518 336	34 866 916	532	2 610 890	15,85
PAYS-DE-LA-LOIRE	38 206 914	6 247 880	31 959 034	792	3 539 048	10,80
MIDI-PYRENEES	34 332 615	9 437 964	24 894 651	765	2 862 707	11,99
NORD-PAS-DE-CALAIS	32 926 958	11 233 171	21 693 787	686	4 033 197	8,16
CHAMPAGNE-ARDENNE	32 660 744	10 027 513	22 633 231	360	1 337 953	24,41
LORRAINE	31 419 336	8 686 128	22 733 208	370	2 350 112	13,37
FRANCHE-COMTE	27 042 999	6 784 792	20 258 207	679	1 168 208	23,15
HAUTE-NORMANDIE	26 661 934	5 192 741	21 469 193	448	1 832 942	14,55
BASSE-NORMANDIE	26 649 602	4 057 407	22 592 195	653	1 470 880	18,12
AUVERGNE	25 804 430	8 056 880	17 747 550	594	1 343 964	19,20
LIMOUSIN	25 439 918	5 757 934	19 681 984	472	741 785	34,30
BOURGOGNE	21 182 325	4 079 591	17 102 734	578	1 642 440	12,90
ALSACE	15 196 257	3 587 881	11 608 376	320	1 843 053	8,25
PICARDIE	12 192 270	2 715 610	9 476 660	275	1 911 157	6,38
REUNION	2 854 105	936 705	1 917 400	19	816 364	3,50
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	396 404	6,95
CORSE	2 105 222	1 317 662	787 560	27	305 674	6,89
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
GUADELOUPE	231 465	106 487	124 978	7	401 554	0,58
TOTAL	897 437 764	224 364 609	673 073 155	15 373		

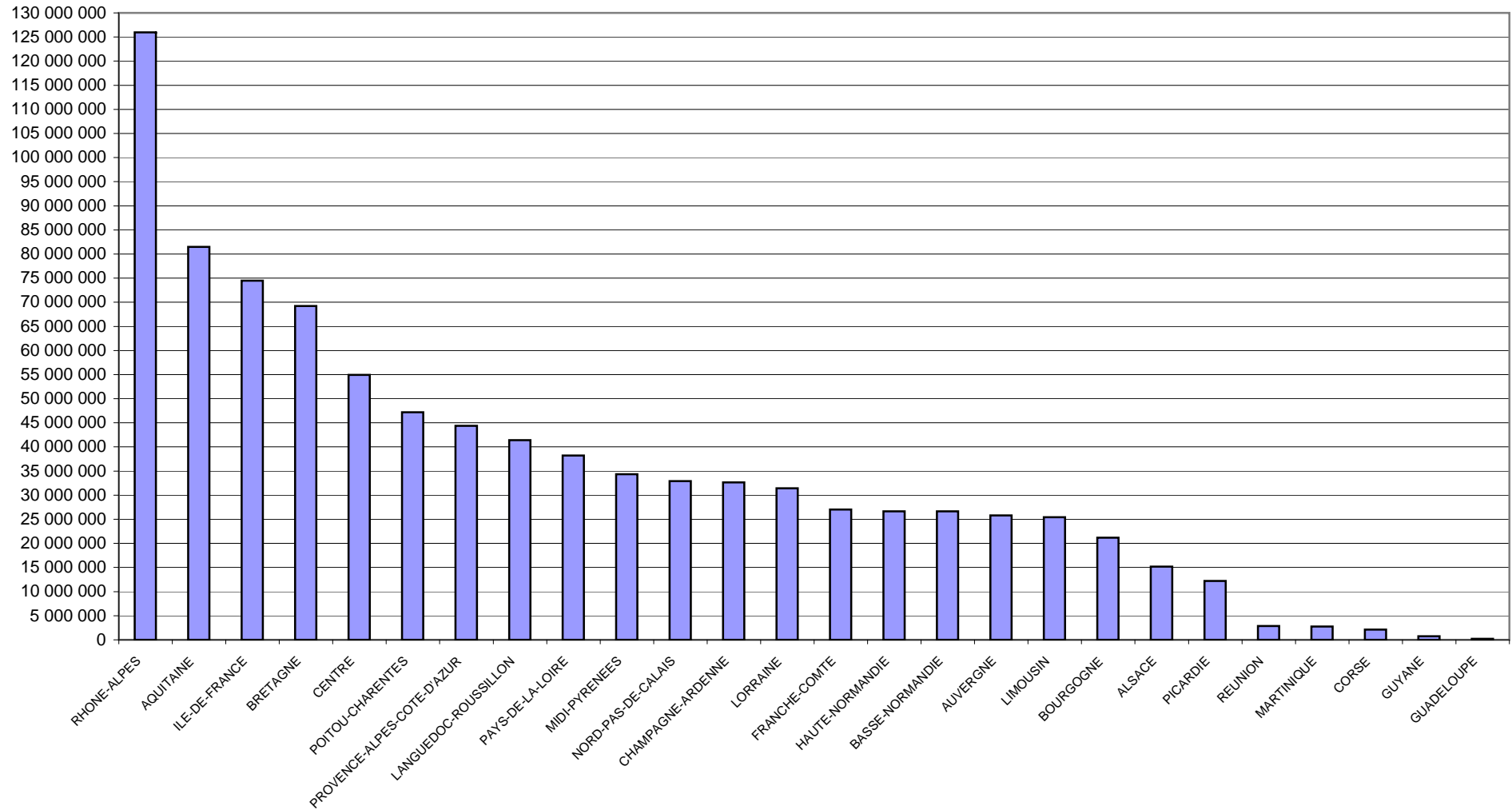
(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2012
(en euros)**

en €



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION

TOUS TYPES D'OPERATION*

de 1992 à 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

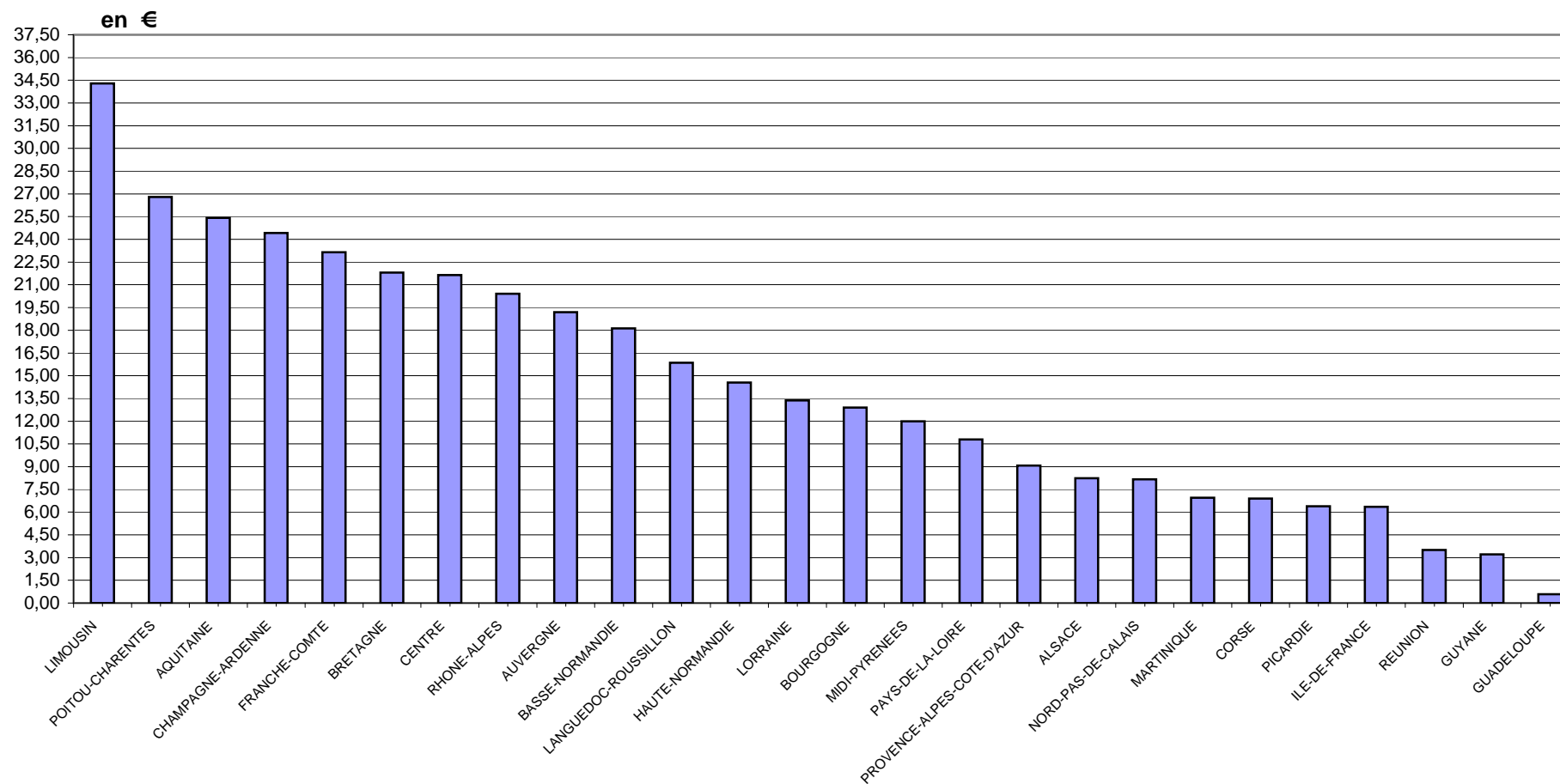
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	25 439 918	5 757 934	19 681 984	472	741 785	34,30
POITOU-CHARENTES	47 189 699	6 550 398	40 639 301	1 102	1 760 575	26,80
AQUITAINE	81 498 112	20 650 199	60 847 913	1 294	3 206 137	25,42
CHAMPAGNE-ARDENNE	32 660 744	10 027 513	22 633 231	360	1 337 953	24,41
FRANCHE-COMTE	27 042 999	6 784 792	20 258 207	679	1 168 208	23,15
BRETAGNE	69 211 818	18 324 336	50 887 482	1 142	3 175 064	21,80
CENTRE	54 926 191	12 987 977	41 938 214	806	2 538 590	21,64
RHONE-ALPES	125 967 318	37 894 906	88 072 412	1 915	6 174 040	20,40
AUVERGNE	25 804 430	8 056 880	17 747 550	594	1 343 964	19,20
BASSE-NORMANDIE	26 649 602	4 057 407	22 592 195	653	1 470 880	18,12
LANGUEDOC-ROUSSILLON	41 385 252	6 518 336	34 866 916	532	2 610 890	15,85
HAUTE-NORMANDIE	26 661 934	5 192 741	21 469 193	448	1 832 942	14,55
LORRAINE	31 419 336	8 686 128	22 733 208	370	2 350 112	13,37
BOURGOGNE	21 182 325	4 079 591	17 102 734	578	1 642 440	12,90
MIDI-PYRENEES	34 332 615	9 437 964	24 894 651	765	2 862 707	11,99
PAYS-DE-LA-LOIRE	38 206 914	6 247 880	31 959 034	792	3 539 048	10,80
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	44 373 815	16 813 014	27 560 801	570	4 889 053	9,08
ALSACE	15 196 257	3 587 881	11 608 376	320	1 843 053	8,25
NORD-PAS-DE-CALAIS	32 926 958	11 233 171	21 693 787	686	4 033 197	8,16
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	396 404	6,95
CORSE	2 105 222	1 317 662	787 560	27	305 674	6,89
PICARDIE	12 192 270	2 715 610	9 476 660	275	1 911 157	6,38
ILE-DE-FRANCE	74 500 354	15 021 350	59 479 004	930	11 728 240	6,35
REUNION	2 854 105	936 705	1 917 400	19	816 364	3,50
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
GUADELOUPE	231 465	106 487	124 978	7	401 554	0,58
TOTAL	897 437 764	224 364 609	673 073 155	15 373		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

Subventions FISAC par région de 1992 à 2012 (montant par habitant)



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	14 110 664	2 414 223	11 696 441	345	588 853	23,96
AISNE	02	5 427 227	1 048 235	4 378 992	101	539 870	10,05
ALLIER	03	4 880 502	846 411	4 034 091	80	343 046	14,23
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 018 844	629 790	1 389 054	70	159 450	12,66
HAUTES-ALPES	05	2 769 559	1 075 910	1 693 649	59	135 836	20,39
ALPES-MARITIMES	06	7 934 751	3 237 809	4 696 942	91	1 079 100	7,35
ARDECHE	07	16 917 153	3 550 202	13 366 951	322	313 578	53,95
ARDENNES	08	8 255 213	2 515 470	5 739 743	99	283 296	29,14
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	151 117	32,59
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	303 298	15,12
AUDE	11	4 096 911	925 537	3 171 374	100	353 980	11,57
AVEYRON	12	6 353 042	1 215 452	5 137 590	147	277 048	22,93
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 746 757	5 198 665	6 548 092	125	1 967 299	5,97
CALVADOS	14	10 328 222	1 892 446	8 435 776	189	680 908	15,17
CANTAL	15	3 504 382	688 037	2 816 345	160	148 380	23,62
CHARENTE	16	9 953 264	1 578 675	8 374 589	245	351 563	28,31
CHARENTE-MARITIME	17	18 036 619	2 226 689	15 809 930	390	616 607	29,25
CHER	18	5 575 023	1 014 860	4 560 163	91	311 022	17,92
CORREZE	19	9 388 163	2 054 845	7 333 318	175	243 352	38,58
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	141 330	3,00
HAUTE-CORSE	2B	1 681 919	894 359	787 560	21	164 344	10,23
COTE-D'OR	21	7 359 972	1 791 307	5 568 665	156	524 144	14,04
COTES-D'ARMOR	22	10 808 575	2 730 446	8 078 129	220	587 519	18,40
CREUSE	23	7 592 697	1 652 960	5 939 737	132	123 584	61,44
DORDOGNE	24	14 306 474	2 552 812	11 753 662	306	412 082	34,72
DOUBS	25	9 668 432	2 008 667	7 659 765	271	525 276	18,41
DROME	26	18 411 357	7 652 503	10 758 854	252	482 984	38,12
EURE	27	10 475 300	1 594 604	8 880 696	176	582 822	17,97
EURE-ET-LOIR	28	7 422 368	2 186 695	5 235 673	109	425 502	17,44
FINISTERE	29	20 475 438	5 963 107	14 512 331	298	893 914	22,91

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	8 345 756	2 548 446	5 797 310	114	701 883	11,89
HAUTE-GARONNE	31	4 424 212	1 580 170	2 844 042	101	1 230 820	3,59
GERS	32	3 945 799	1 942 168	2 003 631	69	187 181	21,08
GIRONDE	33	22 961 848	6 518 548	16 443 300	288	1 434 661	16,01
HERAULT	34	9 388 811	1 251 731	8 137 080	146	1 031 974	9,10
ILLE-ET-VILAINE	35	21 031 307	4 905 306	16 126 001	336	977 449	21,52
INDRE	36	7 232 627	1 510 462	5 722 165	125	232 268	31,14
INDRE-ET-LOIRE	37	13 763 311	3 201 625	10 561 686	188	588 420	23,39
ISERE	38	17 571 709	6 398 215	11 173 494	285	1 197 038	14,68
JURA	39	8 056 794	1 674 258	6 382 536	187	261 277	30,84
LANDES	40	13 987 323	4 552 699	9 434 624	240	379 341	36,87
LOIR-ET-CHER	41	9 701 286	1 851 462	7 849 824	162	327 868	29,59
LOIRE	42	16 417 035	5 404 589	11 012 446	183	746 115	22,00
HAUTE-LOIRE	43	7 245 269	1 375 969	5 869 300	195	223 122	32,47
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 952 108	1 806 351	7 145 757	138	1 266 358	7,07
LOIRET	45	10 738 206	2 762 254	7 975 952	123	653 510	16,43
LOT	46	3 984 277	310 998	3 673 279	96	173 562	22,96
LOT-ET-GARONNE	47	11 349 507	2 460 513	8 888 994	192	329 697	34,42
LOZERE	48	1 883 804	377 720	1 506 084	41	77 163	24,41
MAINE-ET-LOIRE	49	8 452 986	1 570 240	6 882 746	186	780 082	10,84
MANCHE	50	7 006 607	705 452	6 301 155	182	497 762	14,08
MARNE	51	15 526 514	7 717 291	7 809 223	116	566 145	27,42
HAUTE-MARNE	52	7 694 459	1 779 142	5 915 317	86	185 214	41,54
MAYENNE	53	4 584 652	565 667	4 018 985	129	305 147	15,02
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	10 814 720	3 651 194	7 163 526	129	731 019	14,79
MEUSE	55	4 693 916	969 145	3 724 771	73	194 003	24,20
MORBIHAN	56	15 973 261	3 804 213	12 169 048	285	716 182	22,30
MOSELLE	57	10 192 414	2 982 592	7 209 822	103	1 044 898	9,75
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	220 199	17,79
NORD	59	14 587 466	5 870 571	8 716 895	245	2 571 940	5,67
OISE	60	4 851 329	1 193 973	3 657 356	118	801 512	6,05

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	8 755 689	1 093 632	7 662 057	279	292 210	29,96
PAS-DE-CALAIS	62	18 289 491	5 362 600	12 926 891	441	1 461 257	12,52
PUY-DE-DOME	63	6 576 419	2 302 960	4 273 459	139	629 416	10,45
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 810 191	4 482 858	14 327 333	243	650 356	28,92
HAUTES-PYRENEES	65	4 017 014	725 247	3 291 767	62	229 670	17,49
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 362 738	1 114 988	4 247 750	124	445 890	12,03
BAS-RHIN	67	8 366 669	2 528 950	5 837 719	167	1 094 439	7,64
HAUT-RHIN	68	6 799 338	1 028 681	5 770 657	151	748 614	9,08
RHONE	69	18 815 531	6 450 728	12 364 803	259	1 708 671	11,01
HAUTE-SAONE	70	8 316 684	2 087 914	6 228 770	186	239 194	34,77
SAONE-ET-LOIRE	71	5 597 445	828 168	4 769 277	167	554 720	10,09
SARTHE	72	5 391 753	491 649	4 900 104	152	561 050	9,61
SAVOIE	73	10 444 292	3 040 393	7 403 899	113	411 007	25,41
HAUTE-SAVOIE	74	11 464 455	2 968 812	8 495 643	156	725 794	15,80
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
SEINE-MARITIME	76	16 363 062	3 632 080	12 730 982	275	1 250 120	13,09
SEINE-ET-MARNE	77	12 796 377	2 398 715	10 397 662	214	1 313 414	9,74
YVELINES	78	12 334 928	2 282 741	10 052 187	143	1 407 560	8,76
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	366 339	24,77
SOMME	80	2 040 715	473 402	1 567 313	58	569 775	3,58
TARN	81	4 335 825	1 089 518	3 246 307	135	374 018	11,59
TARN-ET-GARONNE	82	2 836 445	749 977	2 086 468	75	239 291	11,85
VAR	83	11 153 185	3 950 926	7 202 259	131	1 007 303	11,07
VAUCLUSE	84	8 964 733	2 459 618	6 505 115	94	540 065	16,60
VENDEE	85	10 034 540	1 637 316	8 397 224	183	626 411	16,02
VIENNE	86	9 559 459	1 194 864	8 364 595	266	426 066	22,44
HAUTE-VIENNE	87	8 100 772	1 632 550	6 468 222	162	374 849	21,61
VOSGES	88	5 703 227	1 056 569	4 646 658	64	380 192	15,00
YONNE	89	5 034 300	824 391	4 209 909	144	343 377	14,66
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
ESSONNE	91	9 709 014	1 407 621	8 301 393	127	1 208 004	8,04

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	11 371 189	3 412 178	7 959 011	89	1 561 745	7,28
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 267 117	1 317 270	6 949 847	99	1 515 983	5,45
VAL-DE-MARNE	94	8 297 874	1 459 049	6 838 825	75	1 318 537	6,29
VAL-D'OISE	95	10 320 625	2 083 129	8 237 496	156	1 168 892	8,83
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	401 554	0,55
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	396 404	7,06
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
REUNION	974	2 929 605	977 755	1 951 850	20	816 364	3,59
TOTAL		881 686 068	221 983 389	659 702 679	15 278		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	22 961 848	6 518 548	16 443 300	288	1 434 661	16,01
ILLE-ET-VILAINE	35	21 031 307	4 905 306	16 126 001	336	977 449	21,52
FINISTERE	29	20 475 438	5 963 107	14 512 331	298	893 914	22,91
RHONE	69	18 815 531	6 450 728	12 364 803	259	1 708 671	11,01
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 810 191	4 482 858	14 327 333	243	650 356	28,92
DROME	26	18 411 357	7 652 503	10 758 854	252	482 984	38,12
PAS-DE-CALAIS	62	18 289 491	5 362 600	12 926 891	441	1 461 257	12,52
CHARENTE-MARITIME	17	18 036 619	2 226 689	15 809 930	390	616 607	29,25
ISERE	38	17 571 709	6 398 215	11 173 494	285	1 197 038	14,68
ARDECHE	07	16 917 153	3 550 202	13 366 951	322	313 578	53,95
LOIRE	42	16 417 035	5 404 589	11 012 446	183	746 115	22,00
SEINE-MARITIME	76	16 363 062	3 632 080	12 730 982	275	1 250 120	13,09
MORBIHAN	56	15 973 261	3 804 213	12 169 048	285	716 182	22,30
MARNE	51	15 526 514	7 717 291	7 809 223	116	566 145	27,42
NORD	59	14 587 466	5 870 571	8 716 895	245	2 571 940	5,67
DORDOGNE	24	14 306 474	2 552 812	11 753 662	306	412 082	34,72
AIN	01	14 110 664	2 414 223	11 696 441	345	588 853	23,96
LANDES	40	13 987 323	4 552 699	9 434 624	240	379 341	36,87
INDRE-ET-LOIRE	37	13 763 311	3 201 625	10 561 686	188	588 420	23,39
SEINE-ET-MARNE	77	12 796 377	2 398 715	10 397 662	214	1 313 414	9,74
YVELINES	78	12 334 928	2 282 741	10 052 187	143	1 407 560	8,76
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 746 757	5 198 665	6 548 092	125	1 967 299	5,97
HAUTE-SAVOIE	74	11 464 455	2 968 812	8 495 643	156	725 794	15,80
HAUTS-DE-SEINE	92	11 371 189	3 412 178	7 959 011	89	1 561 745	7,28
LOT-ET-GARONNE	47	11 349 507	2 460 513	8 888 994	192	329 697	34,42
VAR	83	11 153 185	3 950 926	7 202 259	131	1 007 303	11,07
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	10 814 720	3 651 194	7 163 526	129	731 019	14,79
COTES-D'ARMOR	22	10 808 575	2 730 446	8 078 129	220	587 519	18,40
LOIRET	45	10 738 206	2 762 254	7 975 952	123	653 510	16,43
EURE	27	10 475 300	1 594 604	8 880 696	176	582 822	17,97

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAVOIE	73	10 444 292	3 040 393	7 403 899	113	411 007	25,41
CALVADOS	14	10 328 222	1 892 446	8 435 776	189	680 908	15,17
VAL-D'OISE	95	10 320 625	2 083 129	8 237 496	156	1 168 892	8,83
MOSELLE	57	10 192 414	2 982 592	7 209 822	103	1 044 898	9,75
VENDEE	85	10 034 540	1 637 316	8 397 224	183	626 411	16,02
CHARENTE	16	9 953 264	1 578 675	8 374 589	245	351 563	28,31
ESSONNE	91	9 709 014	1 407 621	8 301 393	127	1 208 004	8,04
LOIR-ET-CHER	41	9 701 286	1 851 462	7 849 824	162	327 868	29,59
DOUBS	25	9 668 432	2 008 667	7 659 765	271	525 276	18,41
VIENNE	86	9 559 459	1 194 864	8 364 595	266	426 066	22,44
HERAULT	34	9 388 811	1 251 731	8 137 080	146	1 031 974	9,10
CORREZE	19	9 388 163	2 054 845	7 333 318	175	243 352	38,58
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	366 339	24,77
VAUCLUSE	84	8 964 733	2 459 618	6 505 115	94	540 065	16,60
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 952 108	1 806 351	7 145 757	138	1 266 358	7,07
ORNE	61	8 755 689	1 093 632	7 662 057	279	292 210	29,96
MAINE-ET-LOIRE	49	8 452 986	1 570 240	6 882 746	186	780 082	10,84
BAS-RHIN	67	8 366 669	2 528 950	5 837 719	167	1 094 439	7,64
GARD	30	8 345 756	2 548 446	5 797 310	114	701 883	11,89
HAUTE-SAONE	70	8 316 684	2 087 914	6 228 770	186	239 194	34,77
VAL-DE-MARNE	94	8 297 874	1 459 049	6 838 825	75	1 318 537	6,29
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 267 117	1 317 270	6 949 847	99	1 515 983	5,45
ARDENNES	08	8 255 213	2 515 470	5 739 743	99	283 296	29,14
HAUTE-VIENNE	87	8 100 772	1 632 550	6 468 222	162	374 849	21,61
JURA	39	8 056 794	1 674 258	6 382 536	187	261 277	30,84
ALPES-MARITIMES	06	7 934 751	3 237 809	4 696 942	91	1 079 100	7,35
HAUTE-MARNE	52	7 694 459	1 779 142	5 915 317	86	185 214	41,54
CREUSE	23	7 592 697	1 652 960	5 939 737	132	123 584	61,44
EURE-ET-LOIR	28	7 422 368	2 186 695	5 235 673	109	425 502	17,44
COTE-D'OR	21	7 359 972	1 791 307	5 568 665	156	524 144	14,04

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-LOIRE	43	7 245 269	1 375 969	5 869 300	195	223 122	32,47
INDRE	36	7 232 627	1 510 462	5 722 165	125	232 268	31,14
MANCHE	50	7 006 607	705 452	6 301 155	182	497 762	14,08
HAUT-RHIN	68	6 799 338	1 028 681	5 770 657	151	748 614	9,08
PUY-DE-DOME	63	6 576 419	2 302 960	4 273 459	139	629 416	10,45
AVEYRON	12	6 353 042	1 215 452	5 137 590	147	277 048	22,93
VOSGES	88	5 703 227	1 056 569	4 646 658	64	380 192	15,00
SAONE-ET-LOIRE	71	5 597 445	828 168	4 769 277	167	554 720	10,09
CHER	18	5 575 023	1 014 860	4 560 163	91	311 022	17,92
AISNE	02	5 427 227	1 048 235	4 378 992	101	539 870	10,05
SARTHE	72	5 391 753	491 649	4 900 104	152	561 050	9,61
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 362 738	1 114 988	4 247 750	124	445 890	12,03
YONNE	89	5 034 300	824 391	4 209 909	144	343 377	14,66
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	151 117	32,59
ALLIER	03	4 880 502	846 411	4 034 091	80	343 046	14,23
OISE	60	4 851 329	1 193 973	3 657 356	118	801 512	6,05
MEUSE	55	4 693 916	969 145	3 724 771	73	194 003	24,20
MAYENNE	53	4 584 652	565 667	4 018 985	129	305 147	15,02
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	303 298	15,12
HAUTE-GARONNE	31	4 424 212	1 580 170	2 844 042	101	1 230 820	3,59
TARN	81	4 335 825	1 089 518	3 246 307	135	374 018	11,59
AUDE	11	4 096 911	925 537	3 171 374	100	353 980	11,57
HAUTES-PYRENEES	65	4 017 014	725 247	3 291 767	62	229 670	17,49
LOT	46	3 984 277	310 998	3 673 279	96	173 562	22,96
GERS	32	3 945 799	1 942 168	2 003 631	69	187 181	21,08
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	220 199	17,79
CANTAL	15	3 504 382	688 037	2 816 345	160	148 380	23,62
REUNION	974	2 929 605	977 755	1 951 850	20	816 364	3,59
TARN-ET-GARONNE	82	2 836 445	749 977	2 086 468	75	239 291	11,85
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	396 404	7,06

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTES-ALPES	05	2 769 559	1 075 910	1 693 649	59	135 836	20,39
SOMME	80	2 040 715	473 402	1 567 313	58	569 775	3,58
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 018 844	629 790	1 389 054	70	159 450	12,66
LOZERE	48	1 883 804	377 720	1 506 084	41	77 163	24,41
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
HAUTE-CORSE	2B	1 681 919	894 359	787 560	21	164 344	10,23
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	141 330	3,00
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	401 554	0,55
TOTAL		881 686 068	221 983 389	659 702 679	15 278		

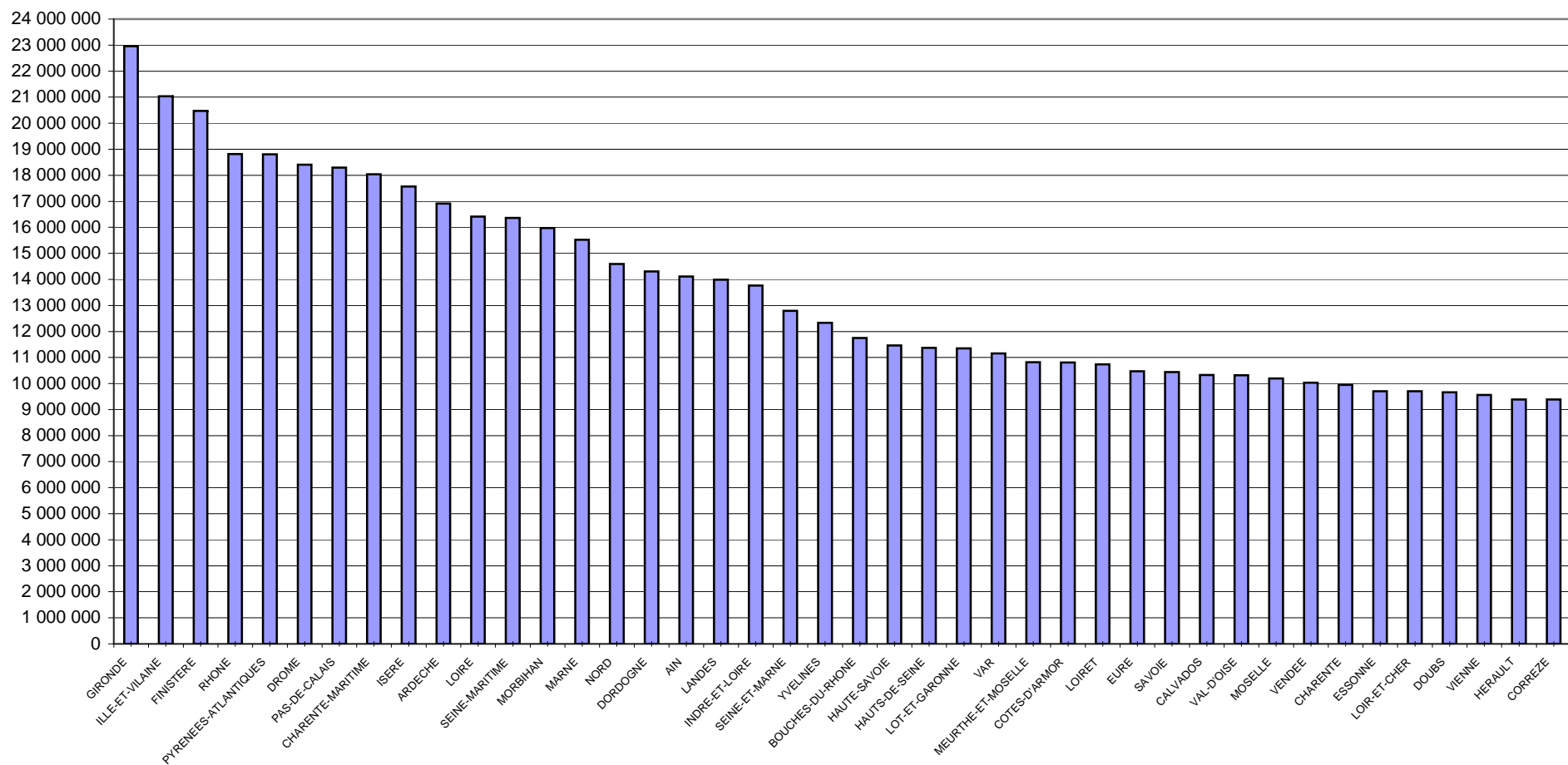
(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

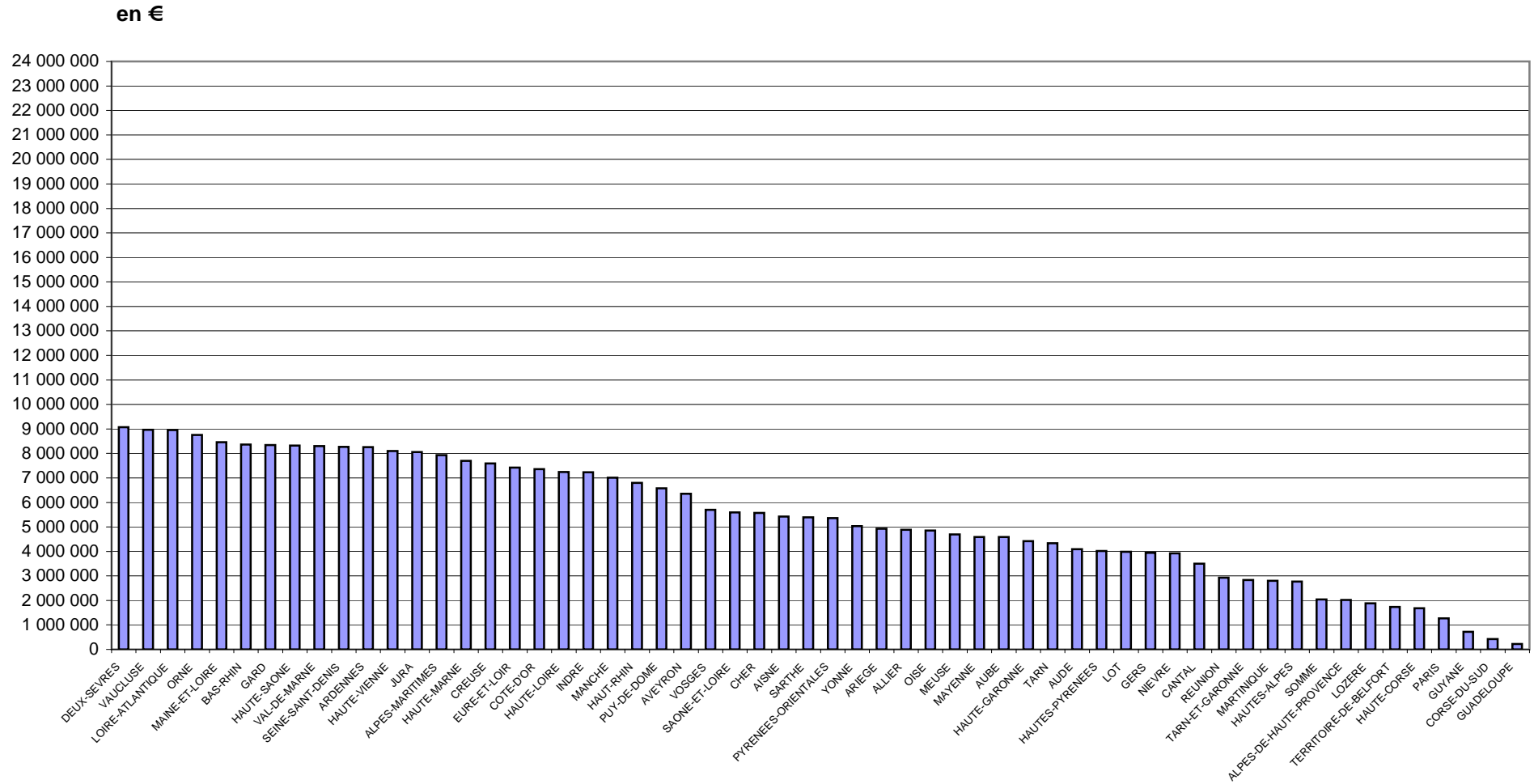
A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2012
(en euros)**

en €



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2012
(en euros)**



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	7 592 697	1 652 960	5 939 737	132	123 584	61,44
ARDECHE	07	16 917 153	3 550 202	13 366 951	322	313 578	53,95
HAUTE-MARNE	52	7 694 459	1 779 142	5 915 317	86	185 214	41,54
CORREZE	19	9 388 163	2 054 845	7 333 318	175	243 352	38,58
DROME	26	18 411 357	7 652 503	10 758 854	252	482 984	38,12
LANDES	40	13 987 323	4 552 699	9 434 624	240	379 341	36,87
HAUTE-SAONE	70	8 316 684	2 087 914	6 228 770	186	239 194	34,77
DORDOGNE	24	14 306 474	2 552 812	11 753 662	306	412 082	34,72
LOT-ET-GARONNE	47	11 349 507	2 460 513	8 888 994	192	329 697	34,42
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	151 117	32,59
HAUTE-LOIRE	43	7 245 269	1 375 969	5 869 300	195	223 122	32,47
INDRE	36	7 232 627	1 510 462	5 722 165	125	232 268	31,14
JURA	39	8 056 794	1 674 258	6 382 536	187	261 277	30,84
ORNE	61	8 755 689	1 093 632	7 662 057	279	292 210	29,96
LOIR-ET-CHER	41	9 701 286	1 851 462	7 849 824	162	327 868	29,59
CHARENTE-MARITIME	17	18 036 619	2 226 689	15 809 930	390	616 607	29,25
ARDENNES	08	8 255 213	2 515 470	5 739 743	99	283 296	29,14
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 810 191	4 482 858	14 327 333	243	650 356	28,92
CHARENTE	16	9 953 264	1 578 675	8 374 589	245	351 563	28,31
MARNE	51	15 526 514	7 717 291	7 809 223	116	566 145	27,42
SAVOIE	73	10 444 292	3 040 393	7 403 899	113	411 007	25,41
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	366 339	24,77
LOZERE	48	1 883 804	377 720	1 506 084	41	77 163	24,41
MEUSE	55	4 693 916	969 145	3 724 771	73	194 003	24,20
AIN	01	14 110 664	2 414 223	11 696 441	345	588 853	23,96
CANTAL	15	3 504 382	688 037	2 816 345	160	148 380	23,62
INDRE-ET-LOIRE	37	13 763 311	3 201 625	10 561 686	188	588 420	23,39
LOT	46	3 984 277	310 998	3 673 279	96	173 562	22,96
AVEYRON	12	6 353 042	1 215 452	5 137 590	147	277 048	22,93
FINISTERE	29	20 475 438	5 963 107	14 512 331	298	893 914	22,91

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VIENNE	86	9 559 459	1 194 864	8 364 595	266	426 066	22,44
MORBIHAN	56	15 973 261	3 804 213	12 169 048	285	716 182	22,30
LOIRE	42	16 417 035	5 404 589	11 012 446	183	746 115	22,00
HAUTE-VIENNE	87	8 100 772	1 632 550	6 468 222	162	374 849	21,61
ILLE-ET-VILAINE	35	21 031 307	4 905 306	16 126 001	336	977 449	21,52
GERS	32	3 945 799	1 942 168	2 003 631	69	187 181	21,08
HAUTES-ALPES	05	2 769 559	1 075 910	1 693 649	59	135 836	20,39
DOUBS	25	9 668 432	2 008 667	7 659 765	271	525 276	18,41
COTES-D'ARMOR	22	10 808 575	2 730 446	8 078 129	220	587 519	18,40
EURE	27	10 475 300	1 594 604	8 880 696	176	582 822	17,97
CHER	18	5 575 023	1 014 860	4 560 163	91	311 022	17,92
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	220 199	17,79
HAUTES-PYRENEES	65	4 017 014	725 247	3 291 767	62	229 670	17,49
EURE-ET-LOIR	28	7 422 368	2 186 695	5 235 673	109	425 502	17,44
VAUCLUSE	84	8 964 733	2 459 618	6 505 115	94	540 065	16,60
LOIRET	45	10 738 206	2 762 254	7 975 952	123	653 510	16,43
VENDEE	85	10 034 540	1 637 316	8 397 224	183	626 411	16,02
GIRONDE	33	22 961 848	6 518 548	16 443 300	288	1 434 661	16,01
HAUTE-SAVOIE	74	11 464 455	2 968 812	8 495 643	156	725 794	15,80
CALVADOS	14	10 328 222	1 892 446	8 435 776	189	680 908	15,17
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	303 298	15,12
MAYENNE	53	4 584 652	565 667	4 018 985	129	305 147	15,02
VOSGES	88	5 703 227	1 056 569	4 646 658	64	380 192	15,00
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	10 814 720	3 651 194	7 163 526	129	731 019	14,79
ISERE	38	17 571 709	6 398 215	11 173 494	285	1 197 038	14,68
YONNE	89	5 034 300	824 391	4 209 909	144	343 377	14,66
ALLIER	03	4 880 502	846 411	4 034 091	80	343 046	14,23
MANCHE	50	7 006 607	705 452	6 301 155	182	497 762	14,08
COTE-D'OR	21	7 359 972	1 791 307	5 568 665	156	524 144	14,04
SEINE-MARITIME	76	16 363 062	3 632 080	12 730 982	275	1 250 120	13,09
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 018 844	629 790	1 389 054	70	159 450	12,66

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PAS-DE-CALAIS	62	18 289 491	5 362 600	12 926 891	441	1 461 257	12,52
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 362 738	1 114 988	4 247 750	124	445 890	12,03
GARD	30	8 345 756	2 548 446	5 797 310	114	701 883	11,89
TARN-ET-GARONNE	82	2 836 445	749 977	2 086 468	75	239 291	11,85
TARN	81	4 335 825	1 089 518	3 246 307	135	374 018	11,59
AUDE	11	4 096 911	925 537	3 171 374	100	353 980	11,57
VAR	83	11 153 185	3 950 926	7 202 259	131	1 007 303	11,07
RHONE	69	18 815 531	6 450 728	12 364 803	259	1 708 671	11,01
MAINE-ET-LOIRE	49	8 452 986	1 570 240	6 882 746	186	780 082	10,84
PUY-DE-DOME	63	6 576 419	2 302 960	4 273 459	139	629 416	10,45
HAUTE-CORSE	2B	1 681 919	894 359	787 560	21	164 344	10,23
SAONE-ET-LOIRE	71	5 597 445	828 168	4 769 277	167	554 720	10,09
AISNE	02	5 427 227	1 048 235	4 378 992	101	539 870	10,05
MOSELLE	57	10 192 414	2 982 592	7 209 822	103	1 044 898	9,75
SEINE-ET-MARNE	77	12 796 377	2 398 715	10 397 662	214	1 313 414	9,74
SARTHE	72	5 391 753	491 649	4 900 104	152	561 050	9,61
HERAULT	34	9 388 811	1 251 731	8 137 080	146	1 031 974	9,10
HAUT-RHIN	68	6 799 338	1 028 681	5 770 657	151	748 614	9,08
VAL-D'OISE	95	10 320 625	2 083 129	8 237 496	156	1 168 892	8,83
YVELINES	78	12 334 928	2 282 741	10 052 187	143	1 407 560	8,76
ESSONNE	91	9 709 014	1 407 621	8 301 393	127	1 208 004	8,04
BAS-RHIN	67	8 366 669	2 528 950	5 837 719	167	1 094 439	7,64
ALPES-MARITIMES	06	7 934 751	3 237 809	4 696 942	91	1 079 100	7,35
HAUTS-DE-SEINE	92	11 371 189	3 412 178	7 959 011	89	1 561 745	7,28
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 952 108	1 806 351	7 145 757	138	1 266 358	7,07
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	396 404	7,06
VAL-DE-MARNE	94	8 297 874	1 459 049	6 838 825	75	1 318 537	6,29
OISE	60	4 851 329	1 193 973	3 657 356	118	801 512	6,05
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 746 757	5 198 665	6 548 092	125	1 967 299	5,97

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2012**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	14 587 466	5 870 571	8 716 895	245	2 571 940	5,67
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 267 117	1 317 270	6 949 847	99	1 515 983	5,45
HAUTE-GARONNE	31	4 424 212	1 580 170	2 844 042	101	1 230 820	3,59
REUNION	974	2 929 605	977 755	1 951 850	20	816 364	3,59
SOMME	80	2 040 715	473 402	1 567 313	58	569 775	3,58
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	141 330	3,00
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	401 554	0,55
TOTAL		881 686 068	221 983 389	659 702 679	15 278		

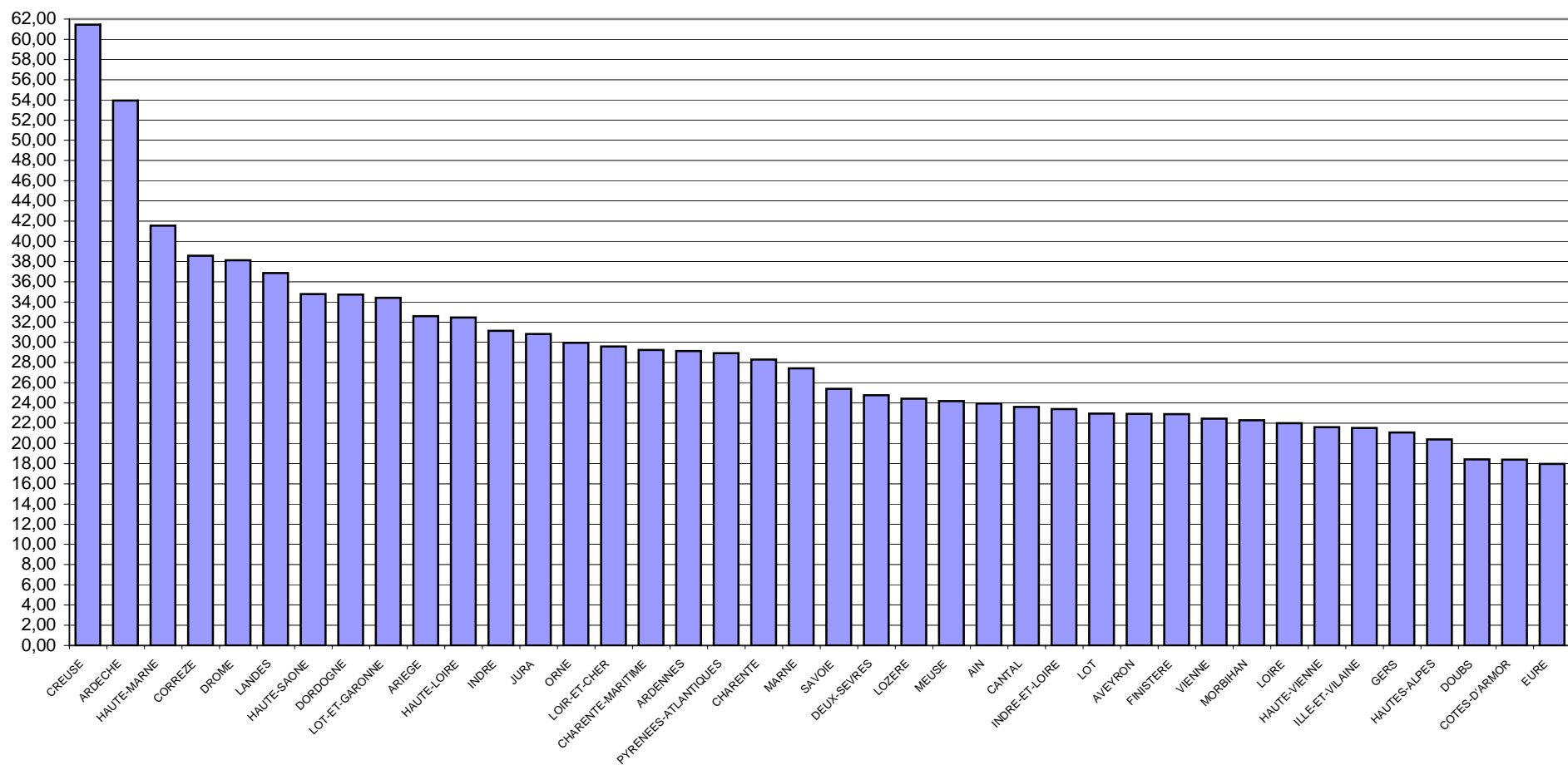
(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2012
(montant par habitant)**

en €



Subventions FISAC par département de 1992 à 2012 (montant par habitant)

en €

